

Rapport de gestion
CORPORATION FIERA CAPITAL

Trimestre et période de neuf mois clos
le 30 septembre 2019



Table des matières

Faits saillants financiers.....	1
Mode de présentation et déclarations prospectives.....	7
Vue d'ensemble	9
Événements importants	11
Revue des marchés, de la conjoncture économique et du rendement des fonds.....	12
Résultats financiers	17
Résultats d'exploitation et performance globale – actifs sous gestion et produits.....	20
Résultats d'exploitation et performance globale – Charges	29
Résultat net	33
Mesures non conformes aux IFRS	34
Situation de trésorerie et sources de financement.....	42
Paiements fondés sur des actions	49
Transactions avec des parties liées	53
Contrôles et procédures.....	54
Instruments financiers	55
Jugements comptables significatifs et incertitudes relatives aux estimations.....	61
Nouvelles normes comptables	63
Facteurs de risque.....	65

Cette page a été laissée vierge intentionnellement.

Faits saillants financiers

FAITS SAILLANTS FINANCIERS DU TROISIÈME TRIMESTRE DE 2019

Le présent rapport de gestion, daté du 8 novembre 2019, contient une analyse de la situation financière et des résultats d'exploitation consolidés de Corporation Fiera Capital (la « Société » ou « Fiera Capital ») au 30 septembre 2019 et pour le trimestre et la période de neuf mois clos à cette date. Ce rapport de gestion doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités et les notes y afférentes pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2019 et 2018.

Vue d'ensemble

Au cours du troisième trimestre, la Société a réalisé avec brio la conclusion de trois acquisitions récemment annoncées : Gestion d'actifs Foresters inc. (« Foresters »), Integrated Asset Management Corp. (« IAM ») et les activités canadiennes de Natixis (« Natixis Canada », ultérieurement nommées « Fiera Investissements »). Plus particulièrement, la rapidité et la qualité d'exécution de l'intégration de Foresters ont dépassé les attentes de la direction, toutes les activités d'intégration ayant dans les faits été exécutées avant la conclusion de la transaction, une première pour la Société et un témoignage de la réussite de la mise en œuvre de la Société et du déploiement en cours de sa plateforme de TI et d'exploitation mondiale).

Faits saillants financiers

(en milliards de dollars à moins d'indication contraire)

	Actif sous gestion au			Variation d'un trimestre à l'autre	Variation d'un exercice sur l'autre
	30 sept. 2019	30 juin 2019	30 sept. 2018		
Actif sous gestion	164,7	149,5	143,5	15,2	21,2

(en millions de dollars à moins d'indication contraire)

	T3 2019	T2 2019	T3 2018	Variation d'un trimestre à l'autre	Variation d'un exercice sur l'autre
Produits	160,0	149,9	137,1	10,1	22,9
Résultat net¹	(4,7)	(5,5)	1,0	0,8	(5,7)
Résultat net ajusté^{1,2}	32,6	32,5	27,5	0,1	5,1
BAIIA ajusté²	46,6	45,8	36,6	0,8	10,0
Marge du BAIIA ajusté²	29,1 %	30,6 %	26,7 %	(1,5%)	2,4%

Au 30 septembre 2019, l'actif sous gestion se chiffrait à 164,7 milliards de dollars, en hausse de 15,2 milliards de dollars par rapport au 30 juin 2019 en raison de l'apport de 15,0 milliards de dollars d'actifs sous gestion provenant des acquisitions. La Société a décroché de nouveaux mandats totalisant 3,8 milliards de dollars, un gain de change de 0,8 milliard de dollars et une appréciation du marché de 0,7 milliard de dollars ayant également contribué à la hausse d'un trimestre sur l'autre. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la perte de mandats de 3,9 milliards de dollars et par les retraits par des clients existants de 1,2 milliard de dollars au cours du trimestre, principalement en raison du fait que les clients consolident leurs fournisseurs de services de placement ou absorbent le mandat à l'interne.

¹ Attribuable aux actionnaires de la Société

² Voir la rubrique Mesures non conformes aux IFRS à la page 34, ainsi que le rapprochement avec le résultat net aux termes des IFRS.

Faits saillants financiers

La hausse des actifs sous gestion au troisième trimestre a également contribué à la croissance des produits d'un exercice sur l'autre. La Société a généré des produits de 160,0 millions de dollars au troisième trimestre de 2019, soit une hausse de 22,9 millions de dollars, ou 17 %, par rapport au troisième trimestre de 2018. Outre l'apport positif des trois acquisitions conclues au cours du trimestre, les produits ont également augmenté en raison de ce qui suit :

- l'apport sur un trimestre complet de l'acquisition de Clearwater Capital Partners (« Clearwater ») conclue au mois d'août 2018 et de l'acquisition d'une participation de 80 % dans Palmer Capital Partners Limited (« Palmer Capital ») conclue en avril 2019;
- la croissance interne essentiellement attribuable aux secteurs Marchés institutionnels, Gestion privée et Stratégies de placement privé alternatives de Fiera;

facteurs contrebalancés en partie par une diminution des autres revenus.

Pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2019, la Société a présenté un résultat net attribuable aux actionnaires de (4,7) millions de dollars, ou (0,05) \$ par action (de base et dilué), contre un résultat net de 1,0 million de dollars, ou 0,01 \$ par action (de base et dilué), pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La variation négative est principalement imputable à la hausse des charges d'exploitation dans leur ensemble, surtout en raison des récentes acquisitions et conformément à la croissance de la Société, à l'augmentation de la charge d'intérêts et de la charge d'impôt sur le résultat et à l'augmentation de l'obligation au titre du prix d'achat liée à l'acquisition de Clearwater, compensée en partie par la hausse des produits en raison du volume et des acquisitions.

Le résultat net ajusté pour le troisième trimestre de 2019 a totalisé 32,6 millions de dollars (0,32 \$ par action de base et dilué), soit une hausse de 5,1 millions de dollars par rapport à 27,5 millions de dollars (soit 0,29 \$ par action de base et 0,27 \$ par action dilué) au troisième trimestre de 2018, essentiellement en raison de la hausse du total des produits découlant des acquisitions de Clearwater, de Natixis Canada, de IAM et Foresters, ainsi que de la croissance interne. Ces facteurs ont été compensés en partie par la hausse des frais de vente et charges générales et administratives suivant la croissance de la Société, par l'inclusion des charges d'exploitation de diverses acquisitions, par la hausse des intérêts sur la dette à long terme et les contrats de location-financement, ainsi que par la hausse de la charge d'impôt sur le résultat.

Faits saillants financiers

Le BAIIA ajusté s'est accru de 10,0 millions de dollars, soit 27 %, d'un exercice sur l'autre pour se chiffrer à 46,6 millions de dollars

- l'apport sur un trimestre complet de Clearwater Capital, acquise au mois d'août 2018 et de Palmer Capital, acquise en avril 2019;
- l'apport de Foresters, IAM et Fiera Investissements, dont les acquisitions ont toutes été conclues au troisième trimestre de 2019;
- les apports positifs des stratégies de placement privé alternatives de Fiera découlant du déploiement de capital en immobilier, en infrastructures et en financement privé;
- la croissance interne et l'appréciation du marché;
- le changement de classement des charges locatives, passées des charges d'exploitation aux coûts de financement et aux amortissements des suites de l'adoption d'une nouvelle norme comptable liée aux contrats de location (« IFRS 16, *Contrats de location* »).

La marge du BAIIA ajusté pour le troisième trimestre de 2019 s'est établie à 29,1 %, en baisse de 1,5 % par rapport à la marge de 30,6 % générée au deuxième trimestre.

La prochaine phase de croissance de la Société devrait découler de l'amélioration de ses capacités de distribution pour tirer parti de sa solide gamme de stratégies de placements maintenant en place, ainsi que de la consolidation de sa plateforme technologique alors que Fiera Capital continue d'aller de l'avant avec le développement des TI et de l'infrastructure d'exploitation à l'échelle mondiale déjà en cours.

Faits saillants financiers

Sommaire des résultats trimestriels

Le tableau suivant présente, sur une base consolidée, les actifs sous gestion, le total des produits, le BAIIA ajusté¹, la marge du BAIIA ajusté¹ et le résultat net de la Société, y compris les montants par action, pour chacun des huit derniers trimestres, ainsi que pour la période des douze derniers mois close le 30 septembre 2019.

Tableau 1 – Résultats trimestriels (en milliers de dollars, sauf les actifs sous gestion qui sont en millions de dollars et les données par action)

	Douze derniers mois ²	T3 30 sept. 2019	T2 30 juin 2019	T1 31 mars 2019	T4 31 déc. 2018	T3 30 sept. 2018	T2 30 juin 2018	T1 31 mars 2018	T4 31 déc. 2017
Actifs sous gestion	148 933	164 664	149 531	144 861	136 675	143 475	139 389	131 360	128 901
Total des produits	609 608	159 956	149 904	142 785	156 963	137 109	126 232	119 981	142 046
BAIIA ajusté ¹	170 521	46 578	45 804	38 817	39 322	36 620	32 703	28 839	36 056
Marge du BAIIA ajusté ¹	28,0 %	29,1 %	30,6 %	27,2 %	25,1 %	26,7 %	25,9 %	24,0 %	25,4 %
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	(18 515)	(4 740)	(5 513)	(6 553)	(1 709)	995	(2 106)	(2 193)	763
PAR ACTION (DE BASE)									
BAIIA ajusté ¹	1,74	0,46	0,47	0,40	0,41	0,38	0,35	0,32	0,43
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	(0,20)	(0,05)	(0,06)	(0,07)	(0,02)	0,01	(0,02)	(0,02)	0,01
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société ¹	1,20	0,32	0,33	0,26	0,29	0,29	0,26	0,24	0,35
PAR ACTION (DILUÉ)									
BAIIA ajusté ¹	1,74	0,46	0,47	0,40	0,41	0,36	0,35	0,32	0,43
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	(0,20)	(0,05)	(0,06)	(0,07)	(0,02)	0,01	(0,02)	(0,02)	0,01
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société	1,20	0,32	0,33	0,26	0,29	0,27	0,26	0,24	0,35

¹ Voir la rubrique Mesures non conformes aux IFRS, à la page 34.

Les résultats des premier, deuxième et troisième trimestres de 2019 comprennent l'incidence de l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location*. Cette application est analysée à la note 3 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités. Comme le permet l'IFRS 16, *Contrats de location*, les données comparatives n'ont pas été retraitées et pourraient ne pas être comparables.

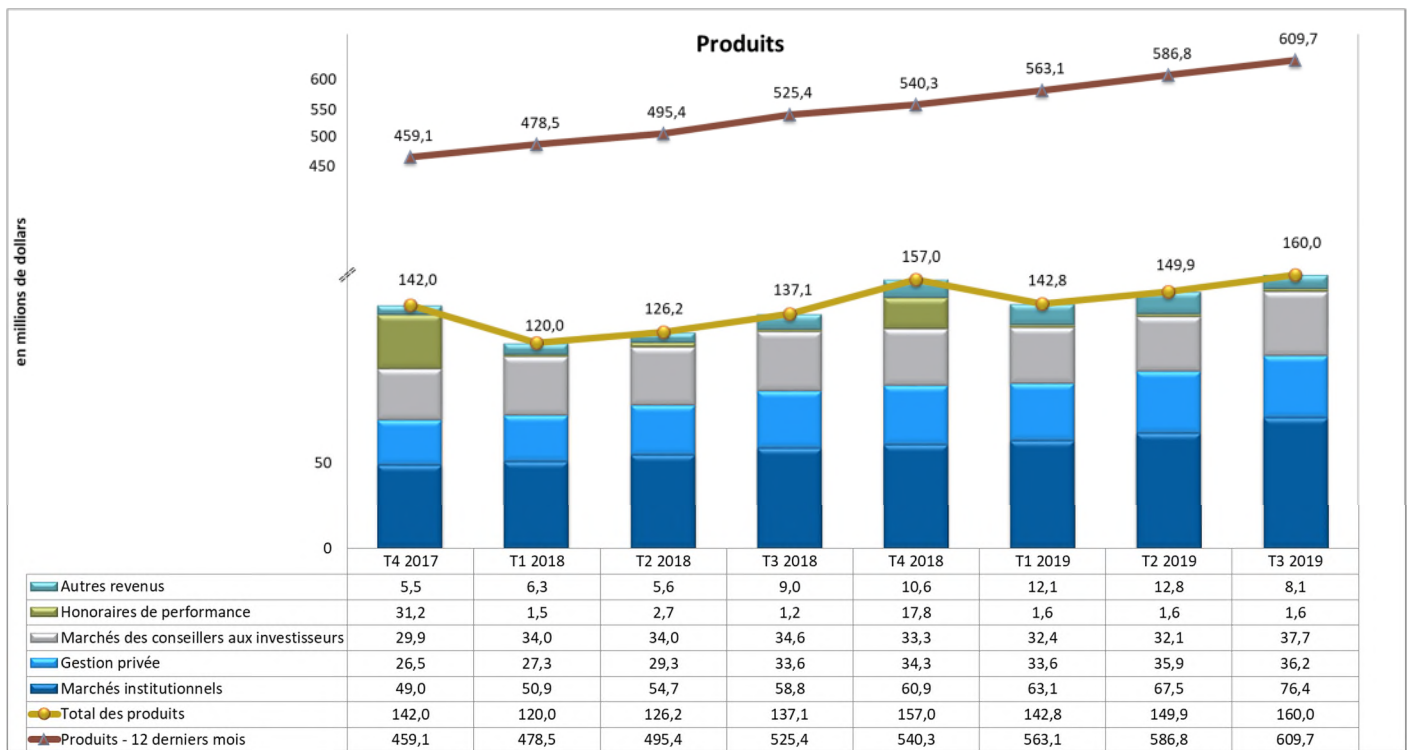
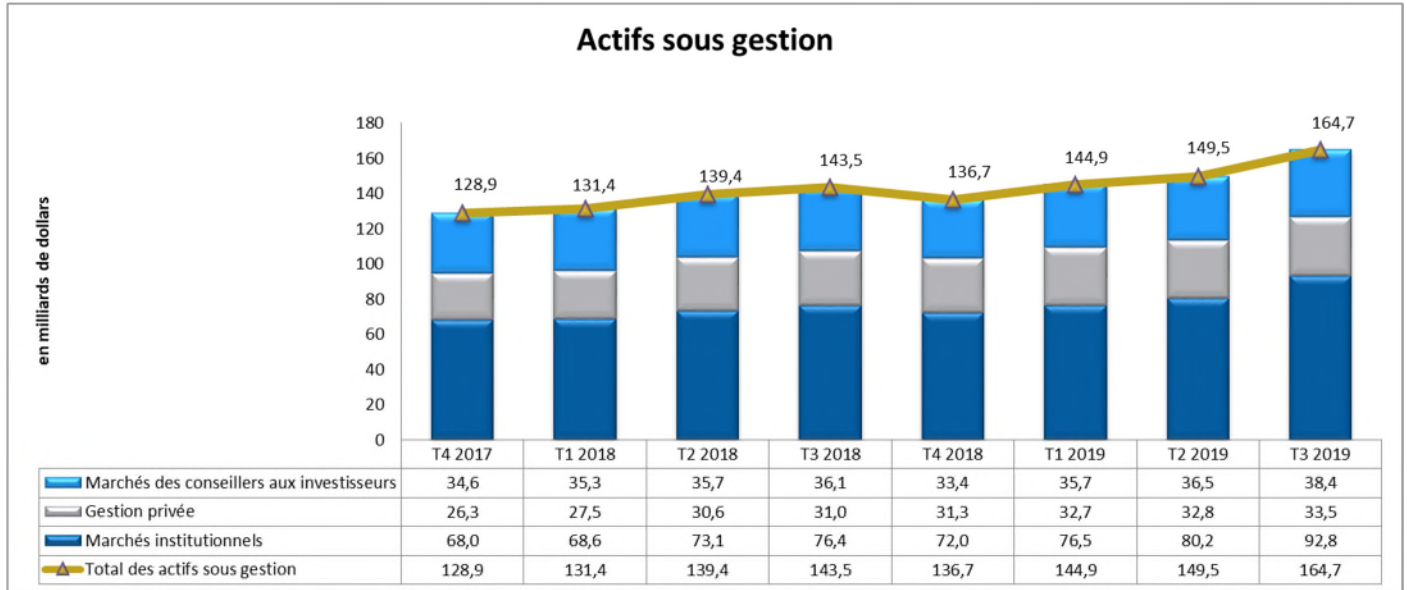
² Les actifs sous gestion des douze derniers mois représentent la moyenne des actifs sous gestion de clôture des quatre derniers trimestres.

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Faits saillants financiers

Tendances des actifs sous gestion et des produits

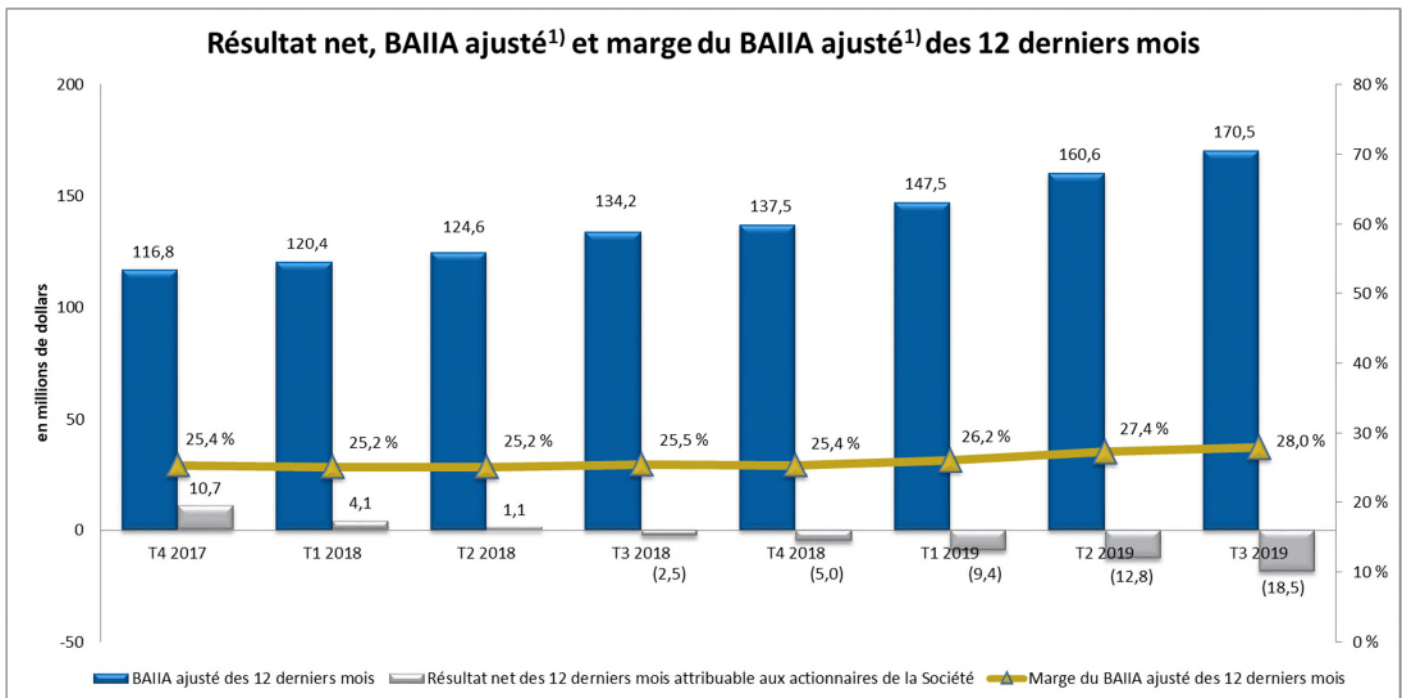
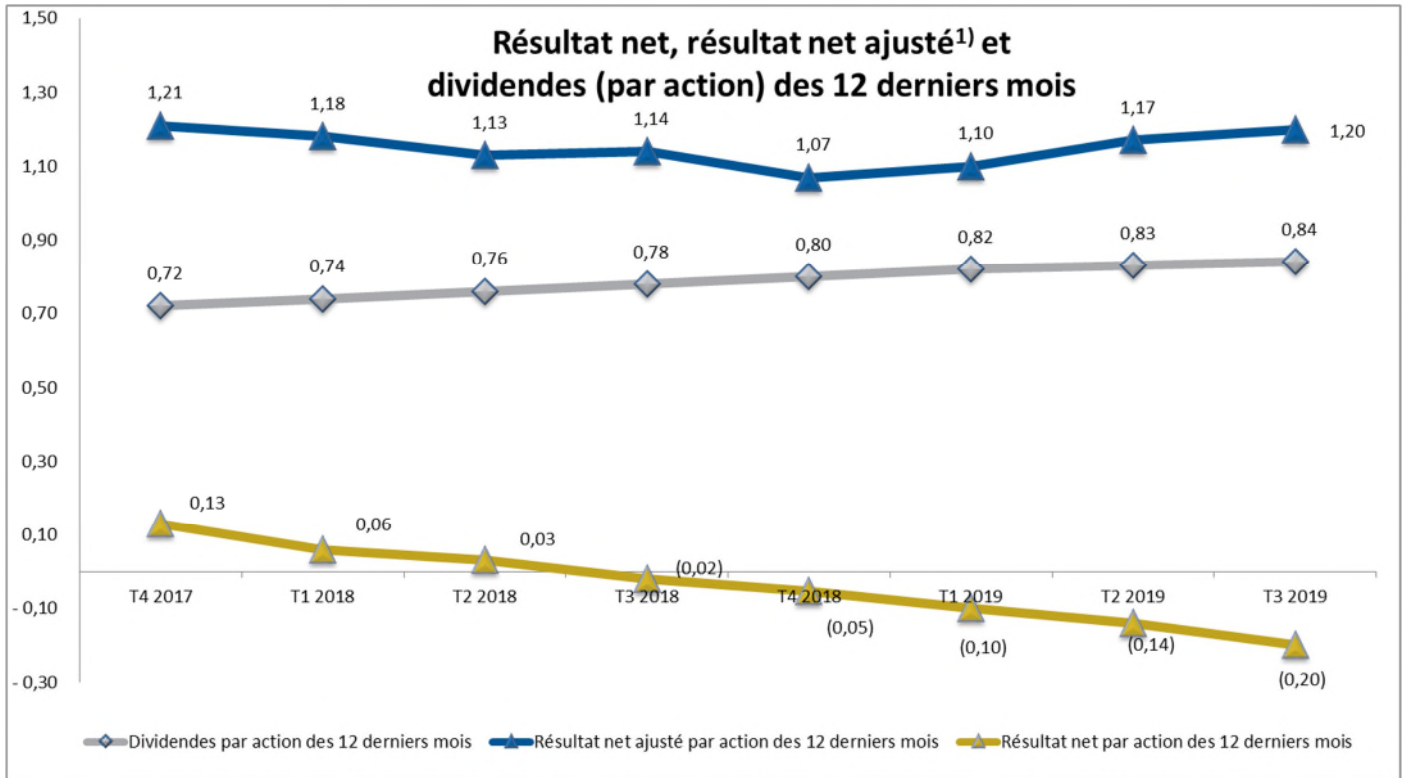
Les diagrammes ci-après illustrent les tendances en ce qui concerne les actifs sous gestion et les produits trimestriels et pour les douze derniers mois, ainsi que le BAIIA ajusté¹, la marge du BAIIA ajusté¹, le résultat net par action, le résultat ajusté par action¹ et les dividendes pour les douze derniers mois.



Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

¹ Voir la rubrique Mesures non conformes aux IFRS, à la page 34.

Faits saillants financiers



¹ Voir la rubrique Mesures non conformes aux IFRS, à la page 34.

Mode de présentation

La Société dresse ses états financiers consolidés résumés intermédiaires conformément à la Norme comptable internationale (« IAS ») 34, *Information financière intermédiaire*, publiée par l'*International Accounting Standards Board* (l'« IASB »). Par conséquent, ils n'incluent pas l'ensemble des informations à fournir pour les états financiers consolidés annuels selon les Normes internationales d'information financière (les *International Financial Reporting Standards*, ou « IFRS »). Les méthodes comptables et les méthodes de calcul adoptées dans les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires sont identiques à celles utilisées par la Société dans ses états financiers au 31 décembre 2018 et pour l'exercice clos à cette date, à l'exception de l'incidence de l'adoption des normes, interprétations et modifications décrites à la note 3. Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires devraient être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017.

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités comprennent les comptes de Corporation Fiera Capital et de ses filiales. Les filiales sont des entités sur lesquelles la Société exerce un contrôle. La Société contrôle une entité émettrice lorsqu'elle est exposée ou qu'elle a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité émettrice et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient sur celle-ci. L'existence et l'effet des droits de vote potentiels qui sont actuellement exerçables ou convertibles sont pris en compte au moment d'évaluer si la Société contrôle ou non une autre entité. Les filiales sont consolidées à partir de la date à laquelle la Société en obtient le contrôle et sont déconsolidées à partir de la date à laquelle elle en perd le contrôle. Les transactions intersociétés ainsi que les soldes provenant de telles transactions avec les filiales et parmi celles-ci sont tous éliminés à la consolidation.

La participation ne donnant pas le contrôle dans le résultat net et les capitaux propres des filiales est présentée séparément dans les états consolidés de la situation financière, du résultat net, du résultat global et des variations des capitaux propres.

Les méthodes comptables des filiales sont modifiées, s'il y a lieu, avant que la Société acquière une entreprise afin d'en assurer la cohérence avec celles qu'elle a adoptées.

Après la date d'acquisition, la quote-part revenant à la Société du résultat net d'une coentreprise est comptabilisée dans les états consolidés du résultat net. Les fluctuations cumulatives postérieures à l'acquisition sont prises en compte dans la valeur comptable du placement.

À moins d'indication contraire, les montants sont présentés en dollars canadiens. Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis. Certaines données comparatives ont été reclassées pour être conformes avec la présentation de la période à l'étude.

La Société présente le résultat avant intérêts, impôts et amortissements (le « BAIIA »)¹, le BAIIA ajusté¹, le BAIIA ajusté par action¹, la marge du BAIIA ajusté¹, le résultat net ajusté¹ et le résultat net ajusté par action¹ comme principaux indicateurs de performance non conformes aux IFRS. Ces mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS et pourraient ne pas être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. La définition de ces mesures non conformes aux IFRS et le rapprochement avec les mesures conformes aux IFRS les plus comparables sont présentés à la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* du présent rapport de gestion.

¹ Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS*, à la page 34.

Déclarations prospectives

Le présent rapport de gestion contient des déclarations prospectives. Dans certains cas, les déclarations prospectives peuvent être identifiées par des termes tels que « pourrait », « fera », « devrait », « s'attend à », « anticipe », « croit », « estime », « prévoit », « potentiel », « continue », « cible », « entend » ou la forme négative de ces termes ou toute terminologie comparable. De par leur nature, les déclarations prospectives comportent de nombreux hypothèses, incertitudes et risques inhérents, tant généraux que particuliers, ainsi que le risque que les prévisions et autres déclarations prospectives se révèlent inexactes. La Société ne garantit donc pas que ses déclarations prospectives se réaliseront et elle conseille aux lecteurs de ne pas s'y fier indûment, puisque les résultats et faits réels pourraient différer sensiblement des estimations et intentions qui y sont exprimées en raison d'importants facteurs dont bon nombre sont indépendants de sa volonté. Ces facteurs comprennent, notamment, le rendement des placements de Fiera Capital, la capacité de Fiera Capital de maintenir sa clientèle existante et d'attirer de nouveaux clients, sa dépendance vis-à-vis de grands clients, sa capacité de recruter du personnel clé et de le conserver, sa capacité de réussir l'intégration des entreprises dont elle fait l'acquisition, la concurrence dans son secteur d'activité, sa capacité de gérer les conflits d'intérêts, la conjoncture économique défavorable au Canada et dans le reste du monde (notamment par suite de replis des marchés des capitaux), les fluctuations des taux d'intérêt et cours du change, les sanctions imposées par les autorités de réglementation ou le tort pouvant être fait à sa réputation par suite d'erreurs ou de l'inconduite de membres de son personnel, les risques liés aux questions réglementaires et aux litiges et la capacité de Fiera Capital de gérer ces risques, le manquement par des tiers à leurs obligations vis-à-vis de Fiera Capital et de ses sociétés affiliées, les actes de la nature et autres cas de force majeure, l'évolution des lois et règlements au Canada et ailleurs, notamment en matière de fiscalité, l'incidence et les conséquences de l'endettement de Fiera Capital, la dilution éventuelle du capital social et les autres facteurs décrits sous la rubrique *Facteurs de risque* du présent rapport de gestion ou dans d'autres documents déposés périodiquement par la Société auprès des autorités compétentes en valeurs mobilières. Ces déclarations prospectives sont faites en date du présent rapport de gestion, et la Société ne s'engage nullement à les actualiser ou à les réviser à la lumière de nouveaux événements ou circonstances, sauf dans la mesure prévue par les lois sur les valeurs mobilières.

Vue d'ensemble de la Société

Fiera Capital est une société de gestion de placement indépendante d'envergure mondiale dont l'actif sous gestion se chiffrait à 164,7 milliards de dollars au 30 septembre 2019. La Société offre des solutions multi-actifs personnalisées tirant parti d'un vaste éventail de catégories d'actifs traditionnelles et alternatives. Nos stratégies s'adressent à une clientèle institutionnelle, de gestion privée et d'investisseurs individuels établie en Amérique du Nord, en Europe et dans les principaux marchés d'Asie. L'approche unique en matière de placement de la Société prend appui sur sa présence internationale grandissante, sur son engagement à faire preuve de rigueur et d'esprit d'entreprise dans sa façon d'analyser les occasions d'affaires ainsi que sur son modèle intégré offrant aux clients à la fois l'envergure, les ressources et le rayonnement dignes d'un gestionnaire d'actifs mondial et l'approche axée sur le client caractérisant les petites firmes spécialisées.

La Société est engagée envers l'investissement responsable et adhère à son devoir d'agir avec professionnalisme, responsabilité et diligence dans l'intérêt supérieur de ses investisseurs et parties prenantes dans le but de créer une valeur durable à long terme. Par ailleurs, Fiera Capital est d'avis que les organisations qui comprennent et gèrent avec brio d'importants facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance, ainsi que les risques et opportunités connexes tendent à créer des actifs et des entreprises de plus grande qualité et, par conséquent, d'être mieux positionnés pour offrir une valeur durable à long terme. La Société est d'avis qu'il existe de nombreuses approches à la gestion des stocks, des obligations et des placements alternatifs.

Grâce à sa structure sous forme d'équipes autonomes, Fiera Capital est en mesure d'offrir un éventail diversifié de stratégies de placement à travers une multitude de catégories d'actifs et de primes de risque en utilisant une grande variété de styles de placement. La Société croit que cette approche souple permet à ses équipes d'investissement d'adopter des techniques d'intégration cadrant avec leur philosophie de placement.

Pour s'adapter à l'environnement des placements en constante évolution, les équipes de Fiera Capital collaborent et cherchent à tirer parti des offres les plus innovantes et diversifiées pour élaborer des stratégies qui répondent aux besoins de chaque client, où qu'il soit situé. La Société adhère aux normes les plus élevées en matière de gouvernance et de gestion des risques liés aux placements et mène ses activités avec transparence et intégrité pour créer de la valeur pour les clients et les actionnaires à long terme.

Fiera Capital gère également plusieurs fonds de placement. Ces fonds de placement sont des sociétés d'investissement à capital variable et à capital fixe, des fonds communs de placement non traditionnels, des sociétés en commandite ou d'autres fonds en gestion commune qui investissent dans une variété d'actifs. Jusqu'à la clôture de la transaction de Canoe le 22 février 2019, la Société gérait également les Fonds Fiera Capital et elle agit à l'heure actuelle à titre de conseiller secondaire pour certains de ces fonds communs.

Outre ses stratégies de placement traditionnelles, Fiera Capital a procédé à des acquisitions, a conclu des coentreprises et a développé des partenariats de manière à offrir à ses clients des stratégies de placement alternatives dans un éventail de secteurs et industries, dont les infrastructures, l'agriculture, l'immobilier, le capital-investissement et les prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux à court terme.

Vue d'ensemble

Évolution de la Société

Le diagramme suivant présente les initiatives clés, notamment la croissance interne et les acquisitions d'entreprises depuis la création de la Société en 2003.



Événements importants

- **Actifs sous gestion de 164,7 milliards de dollars au 30 septembre 2019, en hausse de 15,2 milliards de dollars, soit 10,2 % par rapport au 30 juin 2019.** Les acquisitions conclues récemment de Gestion d'actifs Foresters inc. (« Foresters »), Integrated Asset Management Corp (« IAM ») et Natixis Investment Managers Canada Corp. (« Natixis Canada ») ont ajouté 11,2 milliards de dollars, 2,0 milliards de dollars et 1,8 milliard de dollars d'actifs sous gestion, respectivement. Des 15,0 milliards de dollars combinés, environ 13,2 milliards de dollars ont été attribués aux Marchés institutionnels et 1,8 milliard de dollars au Marché des conseillers aux investisseurs.
- **Augmentation des placements fondés sur le passif avec la conclusion de l'acquisition de Foresters** – le 16 août 2019. L'acquisition de Foresters, une société de gestion de placements établie en Ontario axée sur les placements institutionnels et en assurance fondés sur le passif de Foresters Life Insurance Company (« Foresters Financial »), qui a ajouté 11,2 milliards de dollars d'actifs sous gestion, améliore la plateforme à revenu fixe institutionnelle de Fiera Capital et offre à la Société l'occasion d'approfondir sa relation avec Foresters Financial et ses clients.
- **Consolidation de la plateforme de stratégies de placement privé alternatives avec la conclusion de l'acquisition de IAM** – le 3 juillet 2019. L'acquisition de IAM a ajouté plus de 3 milliards de dollars d'actifs sous gestion et capital engagé dans la plateforme de stratégies de placement privé alternatives de la Société. L'équipe des placements liés à la dette privée de IAM a été intégrée à Fiera Dette Privée et l'équipe de l'immobilier industriel s'est jointe à Fiera Immobilier.
- **Conclusion de l'acquisition annoncée précédemment de Natixis Canada** – le 3 juillet 2019. La Société a conclu l'acquisition de la totalité des actions émises et en circulation de Natixis Canada, la société de portefeuille de Gestionnaires de placements Natixis Canada S.E.C. (« Natixis S.E.C. »), qui agit à titre de gestionnaire de fonds d'investissement pour des fonds d'investissement dont les titres sont placés auprès du public et par voie de placements privés (les « Fonds Natixis »). Conjointement, Natixis S.E.C. et les Fonds Natixis, par la suite renommés Fiera Investissements, ont ajouté environ 1,8 milliard de dollars d'actifs sous gestion au moment de la conclusion de la transaction. Grâce à l'expertise de ses gestionnaires de placements affiliés et à son offre de plus de 200 stratégies de placement, Fiera Investissements sera axée sur la prestation de solutions innovantes offrant croissance du capital et revenus aux investisseurs institutionnels canadiens.
- Conclusion du placement par prise ferme annoncé précédemment et visant 100 millions de dollars de débentures subordonnées non garanties de premier rang (4 juillet 2019) et exercice intégral et clôture de l'option de surallocation de 10 millions de dollars (9 juillet 2019).

Revue des marchés

Les derniers mois ont été dominés par la fragilité des marchés des capitaux, alors que les investisseurs nerveux encaissaient plusieurs développements inquiétants sur le plan macroéconomique, particulièrement des angoisses en matière d'échanges commerciaux ayant alimenté la crainte d'un ralentissement mondial prononcé. Fait encourageant, nous avons constaté des signes provisoires de recul des incertitudes tant sur le plan économique que politique.

Sur le plan économique, nous constatons de plus en plus de signes que les craintes d'une récession n'ont pas lieu d'être. La détérioration du secteur manufacturier mondial est contenue à ce jour et n'a pas encore touché le pan plus important et proéminent de l'économie mondiale que constituent les services. Les consommateurs sont plutôt demeurés résilients puisque les solides tendances en matière d'emploi ont stimulé la confiance et les dépenses, protégeant l'économie mondiale de la tempête.

Sur l'échiquier politique, la débâcle commerciale sino-américaine semble s'atténuer dans un contexte caractérisé par certains signes de conciliation émanant des deux parties et par une volonté de conclure une trêve à court terme de quelque sorte que ce soit, même si les décideurs ne parviendront vraisemblablement pas à en arriver à un accord global étant donné le vaste éventail de problèmes structurels devant être réglés.

Sur les marchés boursiers, les investisseurs ont été pris d'assaut au cours du troisième trimestre, les pourparlers sur les échanges commerciaux et les développements de la banque centrale inondant les manchettes. Ultimement, les marchés boursiers mondiaux se sont avérés relativement résilients dans un contexte économique et politique difficile, la rhétorique accommodante des principales banques centrales compensant largement pour les drames politiques ambiants. Sur la scène régionale, les résultats étaient mitigés. Les actions américaines ont progressé, le S&P 500 s'approchant très près des niveaux records atteints cet été. Parallèlement, les actions canadiennes ont mené la charge mondiale, grâce à la montée des prix de l'or qui a stimulé le secteur des matières premières, alors qu'une reprise dans les secteurs de l'énergie et des services financiers a également soutenu l'économie. À l'étranger, les bourses internationales ont accueilli des engagements de soutien des banques centrales et ont légèrement progressé, alors que les actions des marchés émergents ont subi le contrecoup de l'anxiété relative aux échanges économiques et ont affiché leur pire trimestre depuis la mi-2018 alors que les investisseurs assistaient au conflit commercial de longue date entre les deux plus importantes économies mondiales.

Dans l'intervalle, la demande inébranlable pour la sécurité des obligations a subsisté et les marchés des titres à revenu fixe ont inscrit des résultats positifs au cours du troisième trimestre. Les rendements des obligations ont diminué alors que les investisseurs nerveux cherchaient un refuge dans un contexte de perturbation commerciale et politique ayant remis en question la santé de la trajectoire économique mondiale.

Perspectives économiques

Après avoir affiché une reprise impressionnante au dernier trimestre, l'économie canadienne est revenue vers des niveaux plus durables et s'apparentant aux tendances au cours du trimestre considéré. La résilience de l'économie intérieure a largement compensé les vulnérabilités en matière d'échanges commerciaux, la solidité du marché de l'emploi et la hausse des salaires stimulant les dépenses des ménages et de logement. Toutefois, le vertigineux niveau de dette à la consommation suggère le besoin de se tourner de nouveau vers les exportations et les investissements pour stimuler l'économie à l'avenir, particulièrement si les tensions commerciales s'estompent comme nous nous y attendons.

Les derniers développements économiques américains s'apparentent davantage au ralentissement de milieu de cycle imputable au secteur manufacturier de 2015/2016 qu'à une véritable récession. Le consommateur demeure un élément essentiel de la solidité, les dépenses s'étant accélérées au rythme le plus rapide depuis 2014 au dernier trimestre, alors que les indicateurs mensuels laissent entendre que les dépenses du troisième trimestre permettront de maintenir cet élan dans un contexte caractérisé par des ventes solides, la hausse des salaires et un taux de chômage plus bas que jamais. Fait encourageant, même les dernières données du secteur manufacturier pointent vers des signaux hypothétiques de stabilisation dans le secteur manufacturier.

À l'étranger, les économies axées sur les exportations en Europe et au Japon demeurent tributaires de la guerre commerciale. Alors que la locomotive allemande se dirige assurément vers une récession technique, du côté plus positif, les mesures de stimulation financières suivront presque assurément. Dans l'intervalle, l'économie japonaise doit composer avec une augmentation de la taxe de vente juste au malencontreux moment auquel la demande mondiale pour les biens japonais s'amenuise. Enfin, les perspectives de l'économie britannique dépendent directement de l'issue du Brexit, qui demeure hautement incertaine à l'heure actuelle.

Enfin, dans les pays émergents, l'économie chinoise s'est détériorée, présentant des données décevantes à la fois dans le secteur de la consommation et de la fabrication, accentuant les pressions visant un assouplissement des politiques fiscales et monétaires des autorités pertinentes. Alors que les tensions en matière d'échanges commerciaux semblent s'être amenuisées à l'approche des pourparlers de haut niveau qui se tiendront en octobre, l'incertitude prévaudra presque assurément. Toutefois, les efforts de relance combinés à une plus grande clarté en matière d'échanges commerciaux devraient aider à permettre à la deuxième économie mondiale d'atteindre un niveau plancher, et par ricochet, avoir une incidence favorable sur la croissance mondiale.

Il va sans dire que les tensions en ce qui concerne les échanges commerciaux persisteront presque assurément au cours des mois à venir, le tourbillon de grands titres les concernant étant susceptible de provoquer les investisseurs vulnérables et de susciter des accès de volatilité périodiques.

Toutefois, à plus long terme, nous prévoyons que des données fondamentales raisonnablement prometteuses prévaudront et stimuleront l'appétit des investisseurs pour les actifs risqués, si la pléthore d'efforts de relance des banques centrales et des gouvernements parvenait à redynamiser la croissance. Il importe de garder à l'esprit que la volatilité s'accompagne d'occasions, chaque correction à court terme présentant une occasion d'achat attrayante pour l'investisseur patient agissant dans une perspective à long terme.

Résultats

Les stratégies de la Société ont présenté un solide rendement global ces cinq dernières années et ce rendement s'est maintenu sur les douze derniers mois.

Stratégies à revenu fixe traditionnelles

Les stratégies à revenu fixe de la Société ont généré des résultats absolus positifs au cours de la période de douze mois close le 30 septembre 2019, les équipes Revenu fixe affichant généralement un rendement supérieur à celui de leur indice de référence respectif. L'équipe Revenu fixe – Gestion intégrée se démarque en ce qui concerne le rapport risque-rendement depuis les cinq dernières années.

Stratégies fondées sur le financement privé

Les stratégies de la Société fondées sur le financement privé au Canada et dans les pays développés d'Asie ont continué d'afficher de solides rendements au haut de la fourchette à un chiffre.

Stratégies fondées sur l'immobilier

Les fonds Agriculture mondiale et Infrastructure ont affiché un rendement à la hauteur des attentes, présentant un rendement au haut de la fourchette à un chiffre et déployant du capital rapidement. Les fonds Immobilier canadien et britannique ont présenté des rendements attrayants. Le Fonds CORE Fiera Immobilier est très performant par rapport à ses pairs depuis les cinq dernières années.

Stratégies fondées sur des actions

La plupart des stratégies fondées sur des actions ont affiché un rendement supérieur à celui de leur indice de référence au cours de la période de douze mois close le 30 septembre 2019. Notre équipe Actions mondiales a encore une fois généré des résultats exceptionnels et présenté d'excellents antécédents sur les dix dernières années. Notre principale équipe Actions canadiennes a également de solides antécédents. Nos stratégies fondées sur des actions émergentes ont marqué une reprise rapide en 2019 après un exercice 2018 plus ardu.

Fonds de couverture

La plupart de nos stratégies de fonds de couverture ont généré des rendements positifs au cours des douze derniers mois.

Stratégies d'appréciation du capital non traditionnel

Les stratégies à valeur ajoutée en immobilier canadien, les stratégies à valeur ajoutée en immobilier britannique, le crédit opportuniste et le capital-investissement panasiatiques ont tous offert des résultats très intéressants aux clients à long terme, ainsi que pour les douze derniers mois.

Positionnement

Dans le contexte d'un environnement en constante évolution, notre gamme de stratégies de placement a été conçue pour répondre aux besoins de la plupart des investisseurs. Nous sommes d'avis que notre vaste gamme d'offres peut fournir les solutions nécessaires pour les régimes de retraite, les assureurs, les fonds de dotation et les fondations, ainsi que pour les particuliers fortunés. En outre, nous avons également élaboré un puissant cadre de gestion des risques pour les solutions pour catégories d'actifs multiples (« MACS ») afin d'orienter la prise de décisions.

Faits nouveaux

Nous avons déployé des efforts considérables pour maintenir et améliorer notre cadre de gestion des facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance selon une approche individualisée. Nous sommes à développer un solide cadre de placements à impact social dans le but de répondre aux besoins changeants des investisseurs. Nous déployons plus d'efforts pour l'amélioration de l'infrastructure MACS et entendons la rendre plus accessible aux investisseurs.

Tableau 2 - Taux de rendement annualisés au 30 septembre 2019

Stratégies de placement	Actifs sous gestion (en milliards de dollars)	1 an			5 ans ou depuis la création* (si cette date est à l'intérieur des 5 dernières années)			Date de création	Indice de référence	Notes
		Rendement de la stratégie	Valeur ajoutée	Quartile	Rendement de la stratégie	Valeur ajoutée	Quartile			
Revenu fixe	79,4									
Revenu fixe – Gestion intégrée crédit		8,97	0,06	Q3	4,43	0,29	Q3	1 ^{er} mars 2012	Indice obligataire universel de sociétés FTSE Canada	
Revenu fixe – Gestion intégrée univers		9,90	0,21	Q2	4,37	0,46	Q1	1 ^{er} janv. 1993	Indice obligataire universel FTSE Canada	
Revenu fixe – Gestion tactique univers		9,28	-0,41	Q3	4,01	0,11	Q3	1 ^{er} janv. 2000	Indice obligataire universel FTSE Canada	
Obligations à haut rendement		4,71	0,10	Q2	4,71	-0,08	Q2	1 ^{er} févr. 2002	85 % Merrill Lynch High Yield Corp B-BB couvert en \$ CA, 15 % Merrill Lynch	1
Actions privilégiées opportunités		-16,59	-3,75	s. o.	2,25*	0,56*	s. o.	1 ^{er} août 2015	Indice échelonné SOLACTIVE actions privilégiées	
Actions privilégiées – Gestion valeur relative		-13,85	-3,49	s. o.	0,02	0,9	s. o.	1 ^{er} févr. 2004	Indice S&P/TSX d'actions privilégiées	
Obligations infrastructure		17,91	0,40	s. o.	7,55	0,58	s. o.	1 ^{er} août 2011	Indice des obligations provinciales à long terme FTSE	
Revenu fixe actif et stratégique – Gestion active univers		9,40	-0,29	Q3	5,15*	-0,07*	Q3	1 ^{er} janv. 2018	Indice obligataire universel FTSE Canada	
Revenu fixe actif et stratégique – Gestion stratégique univers		10,29	0,60	Q1	5,63*	0,41*	Q1	1 ^{er} janv. 2018	Indice obligataire universel FTSE Canada	
Tax Efficient Core Intermediate (indice de référence principal)		6,45	0,04	s. o.	2,45	-0,09	s. o.	31 mars 2007	Bloomberg Barclays 1-10 Year Municipal Index	4
Tax Efficient Core Intermediate (indice de référence secondaire)		6,45	0,75	s. o.	2,45	0,39	s. o.	31 mars 2007	Bloomberg Barclays 1-10 Year AA+ Municipal Index	4
Tax Efficient Core Plus		7,54	1,13	s. o.	3,10	0,55	s. o.	31 déc. 2012	Bloomberg Barclays 1-10 Year Municipal Index	4
High Grade Core Intermediate (indice de référence principal)		7,63	-0,46	s. o.	2,77	0,04	s. o.	31 déc. 2004	Bloomberg Barclays Intermediate Aggregate Index	4
High Grade Core Intermediate (indice de référence secondaire)		7,63	-0,16	s. o.	2,77	0,20	s. o.	1 ^{er} janv. 2005	Bloomberg Barclays Intermediate Aggregate Ex CMBS/ABS/BBB Index	4
Équilibré	3,7									
Fonds équilibré « Core »		9,55	2,40	Q1	8,23	1,82	Q1	1 ^{er} sept. 1984	Indice de référence – équilibré « Core »	2
Fonds équilibré intégré		9,72	2,49	Q1	8,36	2,08	Q1	1 ^{er} avr. 2013	Indice de référence – équilibré intégré	3
Actions	67,7									
Actions canadiennes		14,46	7,39	Q1	9,73	4,42	Q1	1 ^{er} janv. 2013	Indice composé S&P/TSX	
Actions canadiennes – « Core »		8,04	0,97	Q2	6,61	1,3	Q2	1 ^{er} janv. 1992	Indice composé S&P/TSX	
Actions canadiennes – Opportunités		-7,70	-14,77	Q4	2,54	-2,77	Q4	1 ^{er} nov. 2002	Indice composé S&P/TSX	
Actions canadiennes – Petite capitalisation « Core »		-0,20	6,42	Q2	3,19	3,09	Q3	1 ^{er} janv. 1987	Indice des titres à petite capitalisation S&P/TSX	
Actions canadiennes – Petite capitalisation		-5,18	1,44	Q3	0,96	0,86	Q4	1 ^{er} janv. 1989	Indice des titres à petite capitalisation S&P/TSX	
Actions américaines		11,77	4,98	Q1	18,11	3,45	Q1	1 ^{er} avr. 2009	Indice S&P 500 (\$ CA)	
Actions internationales		9,31	8,26	Q1	12,28	5,45	Q1	1 ^{er} janv. 2010	Indice MSCI EAEO net (\$ CA)	
CGOV à actions totales		13,06	8,76	Q1	16,2	5,32	Q1	1 ^{er} oct. 2009	Indice MSCI Monde net (\$ CA)	
		6,41	1,29	Q2	9,39	0,14	Q2	1 ^{er} avril 1999	65 % Indice MSCI Monde/ 35 % Indice composé S&P/TSX	
Apex Large Cap Growth		5,57	1,87	Q2	13,53	0,14	Q2	1 ^{er} avril 2007	Russell 1000 Growth	4
Apex Mid Cap Growth		-1,09	-6,30	Q4	14,86	3,75	Q1	1 ^{er} mai 2008	Russell MidCap Growth	4
Apex Smid Growth		-3,82	0,32	Q3	7,76	-2,44	Q4	1 ^{er} janv. 1990	Russell 2500 Growth	4
Apex Small Cap Growth		-3,03	6,64	Q2	6,01	-3,05	Q4	1 ^{er} janv. 2006	Russell 2000 Growth	4
Emerging Markets Select		3,95	5,98	Q1	4,32	2,00	Q1	14 déc. 2011	Indice MSCI Marchés émergents NR (\$ US)	4
Emerging Markets Core Growth		1,92	3,94	Q2	4,77	2,45	Q1	1 ^{er} juill. 2003	Indice MSCI Marchés émergents	4
Emerging Markets Growth & Income		2,29	4,31	Q2	2,94	0,61	Q2	1 ^{er} juill. 2010	Indice MSCI Marchés émergents	4
Frontier Markets		7,70	1,83	Q1	6,83	8,11	Q1	1 ^{er} juill. 2010	Indice MSCI Marchés frontaliers	4
Placements non traditionnels	13,9									
Fonds – Marché neutre nord-américain		-0,32	–	s. o.	2,71	–	s. o.	1 ^{er} oct. 2007	Rendement absolu	
Fonds – Actions « Long/Short »		-1,63	–	s. o.	4,85	–	s. o.	1 ^{er} août 2010	Rendement absolu	
Fonds – Financement diversifié		7,91	–	s. o.	6,71	–	s. o.	1 ^{er} avr. 2008	Rendement absolu	
Fonds – Multi-stratégies – Revenu		1,40	–	s. o.	3,98	–	s. o.	1 ^{er} nov. 2009	Rendement absolu	
Charlemagne OCCO Eastern European Fund		4,54	–	s. o.	5,33	–	s. o.	1 ^{er} janv. 2002	Rendement absolu	4
OAKS Emerging & Frontier Opportunities Fund		5,07	–	s. o.	5,48	–	s. o.	1 ^{er} déc. 2009	Rendement absolu	4
Fonds – Infrastructure		6,91	–	s. o.	6,58	–	s. o.	1 ^{er} mars 2010	Rendement absolu	
Fonds – Immobilier		6,49	–	s. o.	6,47	–	s. o.	1 ^{er} juill. 2013	Rendement absolu	
Fonds Fiera Agriculture mondiale		3,68	–	s. o.	1,88*	–	s. o.	1 ^{er} juill. 2017	Rendement absolu	
Fonds Fiera Immobilier d'hypothèques Core		6,24	–	s. o.	5,8*	–	s. o.	1 ^{er} déc. 2017	Rendement absolu	
Fiera FP Real Estate Financing Fund, L.P.		7,65	–	s. o.	7,38	–	s. o.	22 nov. 2006	Rendement absolu	
Fiera FP Mezzanine Financing Fund, L.P.		10,23	–	s. o.	10,58	–	s. o.	21 juill. 2015	Rendement absolu	
Fiera FP Business Financing Fund, L.P.		4,88	–	s. o.	5,97	–	s. o.	6 nov. 2013	Rendement absolu	
TOTAL DES ACTIFS SOUS GESTION	164,7									

Notes :

- 1 L'indice de référence mixte à haut rendement est composé à 85 % de l'indice Merrill Lynch US High Yield Cash Pay BB-B (couvert en \$ CA) et à 15 % de l'indice Merrill Lynch High Yield Cash Pay C (couvert en \$ CA).
- 2 L'indice de référence – équilibré « Core » est composé à 5 % de l'indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE TMX, à 35 % de l'indice obligataire universel FTSE TMX, à 32,5 % de l'indice composé S&P/TSX et à 27,5 % de l'indice MSCI Monde ex-Canada net.
- 3 L'indice de référence – équilibré intégré est composé à 2 % de l'indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE TMX, à 36 % de l'indice obligataire universel FTSE TMX, à 35 % de l'indice composé S&P/TSX et à 27 % de l'indice MSCI Monde Tous Pays Net.
- 4 Rendements en dollars américains

Rendements importants :

- Tous les rendements sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire.
- Tous les rendements présentés ci-dessus sont annualisés.
- Tous les rendements, sauf ceux liés aux stratégies de placement non traditionnelles et aux fonds équilibrés, sont présentés avant déduction des honoraires de gestion, des frais de garde et des retenues fiscales, mais après déduction des coûts de transaction.
- Les rendements des stratégies de placement non traditionnelles et des fonds équilibrés sont présentés déduction faite des honoraires de gestion, des frais de garde, des honoraires de performance et des retenues fiscales.
- Les rendements présentés présument le réinvestissement de tous les dividendes.
- Les rendements présentés de chacune des stratégies, excepté ceux des stratégies non traditionnelles, témoignent des rendements d'un ensemble de portefeuilles discrétionnaires.
- Chaque stratégie présentée se rapporte à un portefeuille discrétionnaire unique ou bien à un groupe de portefeuilles discrétionnaires qui, collectivement, représentent une stratégie de placement unique ou un ensemble.
- La date de création représente la date la plus ancienne à laquelle un portefeuille discrétionnaire d'une stratégie donnée est entré en activité.
- Les fonds composés et les fonds en gestion commune ci-dessus ont été sélectionnés à partir des principales stratégies de placement de la Société; les actifs sous gestion représentent le montant total géré pour chaque catégorie d'actifs.
- Les classements par quartile sont fournis par eVestment.

Résultats financiers

Tableau 3 – États consolidés du résultat net et actifs sous gestion aux 30 septembre 2019 et 2018 et au 30 juin 2019, ainsi que pour les trimestres clos à ces dates.

ACTIFS SOUS GESTION (en millions de dollars)	AU			VARIATION	
	30 SEPTEMBRE 2019	30 JUIN 2019	30 SEPTEMBRE 2018	POS (NÉG) D'UN TRIMESTRE À L'AUTRE ²	POS (NÉG) D'UN EXERCICE À L'AUTRE ²
Actifs sous gestion	164 664	149 531	143 475	15 133	21 189
ÉTATS DU RÉSULTAT NET (en milliers de dollars, sauf les données par action)	TRIMESTRES CLOS			VARIATION	
	LE 30 SEPTEMBRE 2019	LE 30 JUIN 2019	LE 30 SEPTEMBRE 2018	POS (NÉG) D'UN TRIMESTRE À L'AUTRE ²	POS (NÉG) D'UN EXERCICE À L'AUTRE ²
Produits					
Honoraires de gestion	150 316	135 543	126 936	14 773	23 380
Honoraires de performance – actifs traditionnels	1 354	1 195	1 133	159	221
Honoraires de performance – actifs non traditionnels	210	359	41	(149)	169
Autres revenus	8 076	12 807	8 999	(4 731)	(923)
	159 956	149 904	137 109	10 052	22 847
Charges					
Frais de vente et charges générales et administratives	116 905	110 599	106 710	(6 306)	(10 195)
Frais des gestionnaires externes	1 849	249	544	(1 600)	(1 305)
Amortissement des immobilisations incorporelles	13 525	12 622	11 834	(903)	(1 691)
Amortissement des immobilisations corporelles	1 403	1 216	1 091	(187)	(312)
Amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation	4 892	4 561	–	(331)	(4 892)
Coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts	3 577	1 022	871	(2 555)	(2 706)
Frais d'acquisition	2 306	6 670	2 594	4 364	288
(Profit réalisé) perte réalisée sur placements	140	(452)	(3)	(592)	(143)
(Profit) perte sur la modification de contrats de location et autres	(114)	–	–	114	114
(Profit) perte sur disposition d'actifs	(199)	–	1	199	200
Intérêts sur les obligations locatives	1 393	1 288	–	(105)	(1 393)
Intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières	8 865	6 709	5 393	(2 156)	(3 472)
Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat	8 801	6 636	5 978	(2 165)	(2 823)
Réévaluation des passifs au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur	317	350	–	33	(317)
Réévaluation des actifs détenus en vue de la vente	–	(153)	–	(153)	–
Total des charges	163 660	151 317	135 013	(12 343)	(28 647)
Résultat avant l'impôt sur le résultat	(3 704)	(1 413)	2 096	(2 291)	(5 800)
Charge d'impôt sur le résultat	889	3 370	969	2 481	80
Résultat net	(4 593)	(4 783)	1 127	190	(5 720)
Attribuable :					
Aux actionnaires de la Société	(4 740)	(5 513)	995	773	(5 735)
À la participation ne donnant pas le contrôle	147	730	132	(583)	15
Résultat net	(4 593)	(4 783)	1 127	190	(5 720)
PAR ACTION (DE BASE)					
BAIIA ajusté ¹	0,46	0,47	0,38	(0,01)	0,08
Résultat net	(0,05)	(0,06)	0,01	0,01	(0,06)
Résultat net ajusté ¹	0,32	0,33	0,29	(0,01)	0,03
PAR ACTION (DILUÉ)					
BAIIA ajusté ¹	0,46	0,47	0,36	(0,01)	0,10
Résultat net	(0,05)	(0,06)	0,01	0,01	(0,06)
Résultat net ajusté ¹	0,32	0,33	0,27	(0,01)	0,05

¹ Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* et le tableau de rapprochement connexe, à la page 34. Les résultats des trimestres de 2019 comprennent l'incidence de l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location*. Cette application est analysée à la note 3 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités. Comme le permet l'IFRS 16, *Contrats de location*, les données comparatives n'ont pas été retraitées et pourraient ne pas être comparables.

² POS : positive; NÉG : négative.

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Résultats financiers

Tableau 4 – États consolidés du résultat net pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2019 et 2018

ÉTATS DU RÉSULTAT NET (en milliers de dollars, sauf les données par action)	PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOSES		VARIATION
	LE 30 SEPTEMBRE 2019	LE 30 SEPTEMBRE 2018	POS (NÉG) D'UN EXERCICE À L'AUTRE ²
Produits			
Honoraires de gestion	414 952	357 064	57 888
Honoraires de performance – actifs traditionnels	4 107	5 370	(1 263)
Honoraires de performance – actifs non traditionnels	618	(76)	694
Autres revenus	32 968	20 964	12 004
	452 645	383 322	69 323
Charges			
Frais de vente et charges générales et administratives	336 524	303 483	(33 041)
Frais des gestionnaires externes	2 280	1 284	(996)
Amortissement des immobilisations incorporelles	38 562	32 345	(6 217)
Amortissement des immobilisations corporelles	3 703	3 056	(647)
Amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation	14 510	–	(14 510)
Coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts	7 727	4 188	(3 539)
Frais d'acquisition	10 683	8 120	(2 563)
(Profit réalisé) perte réalisée sur placements	(307)	26	333
(Profit) perte sur la modification de contrats de location et autres	(114)	–	114
(Profit) perte sur disposition d'actifs	101	1	(100)
Intérêts sur les obligations locatives	3 965	–	(3 965)
Intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières	22 972	15 208	(7 764)
Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat	21 928	16 165	(5 763)
Réévaluation des passifs au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur	667	–	(667)
Réévaluation des actifs détenus en vue de la vente	(699)	–	699
Total des charges	462 502	383 876	(78 626)
Résultat avant impôt sur le résultat	(9 857)	(554)	(9 303)
Charge d'impôt sur le résultat	6 103	2 627	(3 476)
Résultat net	(15 960)	(3 181)	(12 779)
Attribuable :			
Aux actionnaires de la Société	(16 806)	(3 304)	(13 502)
À la participation ne donnant pas le contrôle	846	123	723
Résultat net	(15 960)	(3 181)	(12 779)
PAR ACTION (DE BASE)			
BAlIA ajusté ¹	1,32	1,05	0,27
Résultat net	(0,17)	(0,04)	(0,13)
Résultat net ajusté ¹	0,91	0,78	0,13
PAR ACTION (DILUÉ)			
BAlIA ajusté ¹	1,32	1,05	0,27
Résultat net	(0,17)	(0,04)	(0,13)
Résultat net ajusté ¹	0,91	0,78	0,13

¹ Voir la rubrique *Mesures non conformes aux IFRS* et le tableau de rapprochement connexe, à la page 34. Les résultats de la période considérée comprennent l'incidence de l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location*. Cette application est analysée à la note 3 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités. Comme le permet l'IFRS 16, *Contrats de location*, les données comparatives n'ont pas été retraitées et pourraient ne pas être comparables.

² POS : positive; NÉG : négative.

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Résultats financiers

Tableau 5 – Données choisies des états consolidés de la situation financière (en milliers de dollars)

	AU 30 SEPTEMBRE 2019	AU 31 DÉCEMBRE 2018
Trésorerie et équivalents de trésorerie, trésorerie soumise à des restrictions et placements	104 174	58 335
Débiteurs	137 611	148 459
Autres actifs courants	21 144	50 654
Total des actifs courants	262 929	257 448
Goodwill	686 584	631 699
Immobilisations incorporelles	537 070	529 062
Actifs au titre du droit d'utilisation	128 685	–
Autres actifs non courants	82 998	42 398
Total des actifs	1 698 266	1 460 607
Créditeurs et charges à payer	140 711	144 059
Autres passifs courants	61 762	46 260
Total des passifs courants	202 473	190 319
Dettes à long terme	479 469	421 139
Obligations locatives	131 584	–
Dettes convertibles	185 140	79 008
Obligations au titre du prix d'achat	96 880	98 221
Passifs au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur	13 061	–
Impôt sur le résultat différé	16 042	12 489
Autres passifs non courants	13 502	25 705
Total des passifs	1 138 151	826 881
Capitaux propres		
Attribuables aux actionnaires de la Société	558 323	632 958
Attribuables à la participation ne donnant pas le contrôle	1 792	768
	560 115	633 726
Total des passifs et des capitaux propres	1 698 266	1 460 607

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Actifs sous gestion

Fiera Capital tire ses produits principalement des actifs sous gestion. Ses produits sont, pour la plupart, calculés en pourcentage des actifs sous gestion de la Société. La variation des actifs sous gestion de Fiera Capital est fonction i) du montant des nouveaux mandats (« nouveaux »); ii) du montant des retraits (« perdus »); iii) du montant des dépôts et retraits des clients existants (« contributions nettes »); iv) de l'appréciation ou de la dépréciation de la valeur de marché des actifs détenus dans le portefeuille de placements (« marché ») et v) des acquisitions d'entreprises (« acquisitions ») ou des cessions d'entreprise (« cessions »). En termes simples, la « variation nette » correspond à la somme des nouveaux mandats, des mandats perdus, des contributions nettes, de la variation des valeurs de marché et de l'incidence des fluctuations des taux de change. De plus, les actifs sous gestion moyens d'une période donnée correspondent à la moyenne de la valeur de clôture des actifs sous gestion des mois compris dans la période.

Il y a lieu de consulter la note 4 des états financiers consolidés audités des exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017, ainsi que la note 5 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour le trimestre et la période de neuf mois clos les 30 septembre 2019 et 2018 pour un complément d'information sur les regroupements d'entreprises et les autres transactions réalisés par Fiera Capital. Il convient d'en faire la lecture conjointement à l'analyse qui suit. Il convient également de se reporter au diagramme sur l'évolution de la Société, à la page 10, pour connaître les détails et le calendrier des acquisitions et des autres transactions commerciales.

Les tableaux 6, 7 et 8 ci-après résument les variations des actifs sous gestion de la Société.

Tableau 6 – Actifs sous gestion¹ (en millions de dollars)

	TRIMESTRES CLOS		
	LE 30 SEPTEMBRE 2019	LE 30 JUIN 2019	LE 30 SEPTEMBRE 2018
Actifs sous gestion à l'ouverture de la période	149 531	144 861	139 389
Variation nette	123	3 933	2 252
Acquisitions	15 010	737	1 834
Actifs sous gestion à la clôture de la période	164 664	149 531	143 475
Actifs sous gestion moyens	161 223	148 855	143 314

¹ Les actifs sous gestion tiennent compte de l'incidence du change.

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Tableau 7 – Actifs sous gestion par catégories de clientèle – Variation d'un trimestre à l'autre (en millions de dollars)

	30 JUIN 2019	NOUVEAUX	PERDUS	CONTRIBUTIONS NETTES	MARCHÉ	INCIDENCE DU CHANGE	ACQUISITIONS	30 SEPTEMBRE 2019
Marchés institutionnels	80 198	3 167	(3 449)	(1 265)	657	338	13 180	92 826
Gestion privée	32 788	476	(246)	(32)	102	336	22	33 446
Marché des conseillers aux investisseurs	36 545	162	(223)	73	(117)	144	1 808	38 392
Actifs sous gestion à la clôture de la période	149 531	3 805	(3 918)	(1 224)	642	818	15 010	164 664

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Variations trimestrielles

Le total des actifs sous gestion a augmenté de 15,2 milliards de dollars, ou 10 %, pour s'établir à 164,7 milliards de dollars au 30 septembre 2019, contre 149,5 milliards de dollars au 30 juin 2019. Cette hausse s'explique principalement par la création de Fiera Investissements par suite de l'acquisition de Natixis Canada et des acquisitions de IAM et Foresters, ajoutant 15,0 milliards de dollars d'actifs sous gestion, combinée à des nouveaux mandats remportés de 3,8 milliards de dollars au cours de la période et par l'appréciation des marchés de 0,7 milliard de dollars. Ces augmentations des actifs sous gestion ont été en partie contrebalancées par des mandats perdus de 3,9 milliards de dollars et par les apports négatifs nets de 1,2 milliard de dollars pour le troisième trimestre de 2019. Enfin, la fluctuation du change a eu une incidence positive sur les actifs sous gestion de la Société d'environ 0,8 milliard de dollars au cours du troisième trimestre de 2019.

Les actifs sous gestion du secteur des Marchés institutionnels ont augmenté de 12,6 milliards de dollars, ou 16 %, pour s'établir à 92,8 milliards de dollars au 30 septembre 2019, contre 80,2 milliards de dollars pour le trimestre clos le 30 juin 2019. Cette augmentation est attribuable à un montant additionnel de 13,2 milliards de dollars d'actifs sous gestion des suites de l'acquisition de IAM et de Foresters, combiné aux nouveaux mandats et entrées de fonds de 3,2 milliards de dollars attribuables essentiellement aux activités au Canada et en Europe, ainsi qu'à l'appréciation du marché de 0,7 milliard de dollars. La hausse des actifs sous gestion est partiellement contrebalancée par des mandats perdus de 3,4 milliards de dollars et par des contributions nettes négatives de 1,3 milliard de dollars au cours du trimestre en raison surtout de clients qui ont consolidé leurs fournisseurs de services de placement à l'échelle mondiale, poursuivant leur stratégie de réduction des risques, ou ont rapatrié les mandats à l'interne. Enfin, les fluctuations du taux de change du dollar américain ont eu une incidence positive d'environ 0,3 milliard de dollars sur les actifs sous gestion pour le trimestre clos le 30 septembre 2019.

Les actifs sous gestion de la clientèle de la Gestion privée ont enregistré une hausse de 0,7 milliard de dollars, ou 2,1 %, pour atteindre 33,5 milliards de dollars au 30 septembre 2019, contre 32,8 milliards de dollars au trimestre précédent clos le 30 juin 2019. Cette hausse est avant tout attribuable à de nouveaux mandats de 0,5 milliard de dollars, découlant essentiellement des activités aux États-Unis et de l'appréciation du marché de 0,1 milliard de dollars, partiellement contrebalancée par des mandats perdus de 0,2 milliard de dollars au cours de la période. Enfin, la fluctuation du change du dollar américain a eu une incidence favorable d'environ 0,3 milliard de dollars sur les actifs sous gestion au cours du trimestre clos le 30 septembre 2019.

Le total des actifs sous gestion de la clientèle du Marché des conseillers aux investisseurs a augmenté de 1,9 milliard de dollars, ou 5 %, pour s'établir à 38,4 milliards de dollars au 30 septembre 2019, contre 36,5 milliards de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2019. Cette augmentation s'explique principalement par la création de Fiera Investissements par suite de l'acquisition de Natixis Canada, ajoutant 1,8 milliard de dollars d'actifs sous gestion, combinée à des nouveaux mandats de 0,2 milliard de dollars et à des contributions nettes positives de 0,1 milliard de dollars et à l'appréciation du marché de 0,1 milliard de dollars au cours du trimestre. La hausse des actifs sous gestion a été en partie contrebalancée par des mandats perdus de 0,2 milliard de dollars, essentiellement en raison du fait que des clients ont poursuivi leur stratégie de réduction des risques. Enfin, la fluctuation du change du dollar américain a eu une incidence favorable d'environ 0,1 milliard de dollars sur les actifs sous gestion au cours du trimestre clos le 30 septembre 2019.

Résultats d'exploitation et performance globale – actifs sous gestion et produits

Tableau 8 – Actifs sous gestion par type de clientèle – Variations depuis l'ouverture de l'exercice (en millions de dollars)

	31 DÉCEMBRE 2018	NOUVEAUX	PERDUS	CONTRIBUTIONS NETTES	MARCHÉ	INCIDENCE DU CHANGE	ACQUISITIONS	30 SEPTEMBRE 2019
Marchés institutionnels	71 958	5 218	(5 205)	(1 308)	9 012	(766)	13 917	92 826
Gestion privée	31 317	1 744	(877)	(106)	2 254	(908)	22	33 446
Marché des conseillers aux investisseurs	33 400	824	(1 142)	78	3 709	(285)	1 808	38 392
Actifs sous gestion – clôture de la période	136 675	7 786	(7 224)	(1 336)	14 975	(1 959)	15 747	164 664

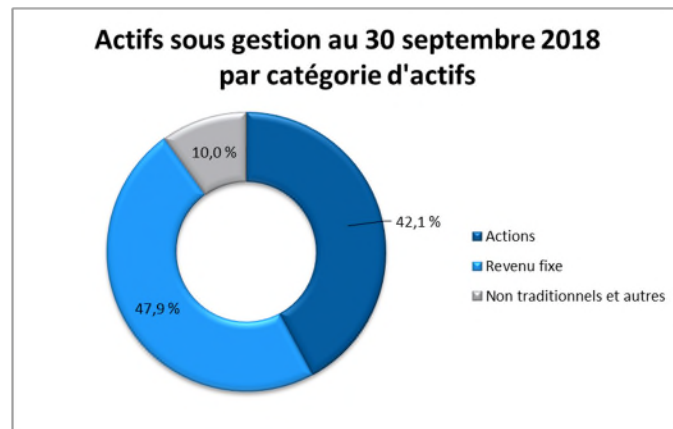
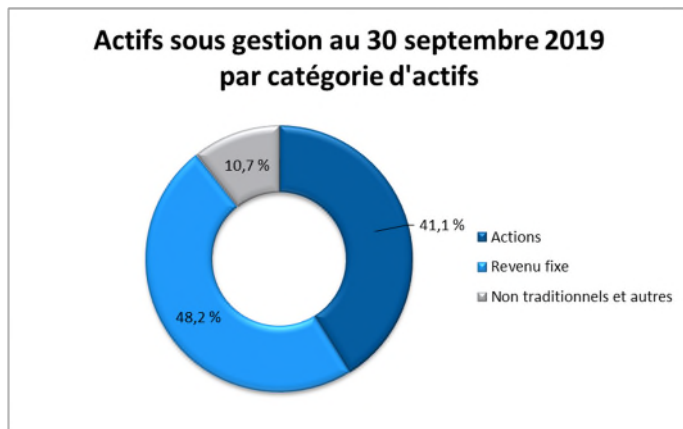
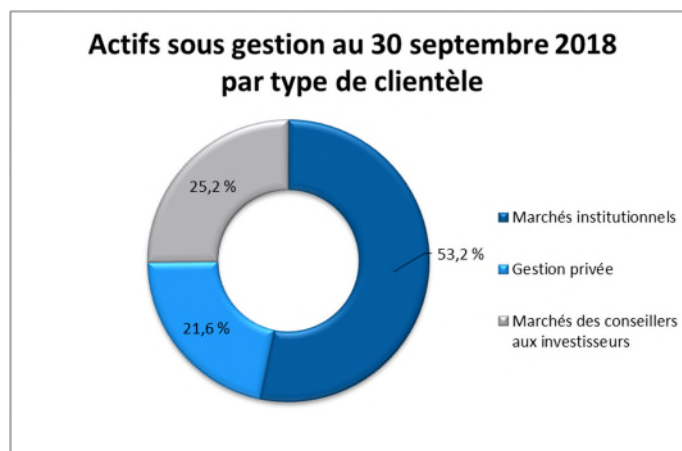
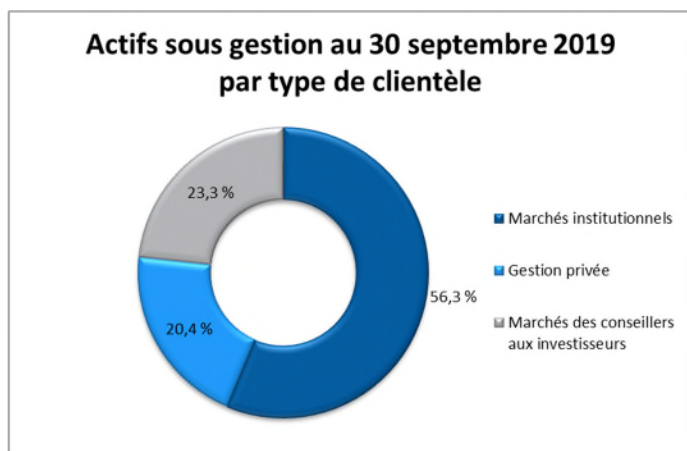
Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Variations depuis l'ouverture de l'exercice

Le total des actifs sous gestion a augmenté de 28,0 milliards de dollars, ou 20 %, pour s'établir à 164,7 milliards de dollars au 30 septembre 2019, contre 136,7 milliards de dollars au 31 décembre 2018. Cette augmentation des actifs sous gestion s'explique principalement par l'acquisition de Palmer Capital, IAM et Foresters et par la création de Fiera Investissements par suite de l'acquisition de Natixis Canada, ajoutant 15,7 milliards de dollars d'actifs sous gestion, combinée à l'appréciation des marchés de 15,0 milliards de dollars, aux nouveaux mandats de 7,8 milliards de dollars obtenus au cours de la période provenant essentiellement de la clientèle des Marchés institutionnels et de la Gestion privée. Ces hausses des actifs sous gestion ont été partiellement contrebalancées par la perte de mandats de 7,2 milliards de dollars en raison de clients qui ont consolidé leurs fournisseurs de services de placement ou ont opté pour d'autres catégories d'actifs et des apports négatifs nets de 1,3 milliard de dollars au cours des neuf premiers mois de 2019. Enfin, la fluctuation du change avec le dollar américain a eu une incidence défavorable sur l'actif sous gestion de la Société d'environ 2,0 milliards de dollars pour les neuf premiers mois de 2019.

Résultats d'exploitation et performance globale – actifs sous gestion et produits

Les graphiques ci-après illustrent la ventilation des actifs sous gestion de la Société par catégories de clientèle et par catégories d'actifs au 30 septembre 2019 et au 30 septembre 2018, respectivement.



Produits

Les produits de la Société sont formés i) des honoraires de gestion, ii) des honoraires de performance et iii) des autres revenus. Le calcul des honoraires de gestion est fondé sur les actifs sous gestion et, pour chaque catégorie de clientèle, le calcul des produits est essentiellement basé sur la valeur moyenne des actifs sous gestion à la clôture de chaque jour, mois ou trimestre civil, conformément aux dispositions contractuelles. La Société perçoit aussi des honoraires de performance dans le cadre de certains mandats. Elle classe ses honoraires de performance dans deux catégories : ceux générés sur les actifs ou stratégies de placement traditionnels et ceux générés sur les actifs ou stratégies de placement non traditionnels. Les autres revenus se composent principalement des frais de courtage et des honoraires de consultation, dont le montant n'est pas fonction des actifs sous gestion, ainsi que des profits ou pertes sur les contrats de couverture de change.

Résultats d'exploitation et performance globale – actifs sous gestion et produits

Tableau 9 – Produits – Variations trimestrielles (en milliers de dollars)

	TRIMESTRES CLOS			VARIATION	
	LE 30 SEPTEMBRE 2019	LE 30 JUIN 2019	LE 30 SEPTEMBRE 2018	D'UN TRIMESTRE À L'AUTRE	D'UN EXERCICE À L'AUTRE
Marchés institutionnels	76 394	67 507	58 752	8 887	17 642
Gestion privée	36 167	35 939	33 568	228	2 599
Marché des conseillers aux investisseurs	37 755	32 097	34 616	5 658	3 139
Total des honoraires de gestion	150 316	135 543	126 936	14 773	23 380
Honoraires de performance – actifs traditionnels	1 354	1 195	1 133	159	221
Honoraires de performance – actifs non traditionnels	210	359	41	(149)	169
Total des honoraires de performance	1 564	1 554	1 174	10	390
Autres revenus	8 076	12 807	8 999	(4 731)	(923)
Total des produits	159 956	149 904	137 109	10 052	22 847

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2019, les produits se sont accrus de 22,9 millions de dollars, ou 17 %, pour se fixer à 160,0 millions de dollars, contre 137,1 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La croissance d'un exercice à l'autre des produits tient principalement de l'acquisition de Clearwater au mois d'août 2018 (un trimestre complet de produits au troisième trimestre de 2019, comparativement à un mois de produits pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent), de l'acquisition d'une participation de 80 % dans Palmer Capital en avril 2019 et plus récemment, de la création de Fiera Investissements par suite de l'acquisition de Natixis Canada et des acquisitions de IAM (juillet 2019) et de Foresters (août 2019), combinées à la croissance interne, partiellement contrebalancées par la diminution des autres produits.

Honoraires de gestion

Les honoraires de gestion ont monté de 23,4 millions de dollars, ou 18 %, pour atteindre 150,3 millions de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2019, contre 126,9 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La ventilation de l'augmentation globale des honoraires de gestion par catégories de clientèle s'établit comme suit :

- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle des Marchés institutionnels pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2019 ont augmenté de 17,6 millions de dollars, ou 30 %, pour se fixer à 76,4 millions de dollars, comparativement à 58,8 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation des honoraires de gestion tient principalement des produits additionnels attribuables aux acquisitions de Clearwater, Palmer Capital, IAM et Foresters combinés à l'augmentation des produits attribuable à la croissance des stratégies de placement privé alternatives, ainsi qu'à la hausse des actifs sous gestion découlant de l'obtention de nouveaux mandats principalement dans la stratégie Actions mondiales, notamment aux États-Unis et au Canada.

Résultats d'exploitation et performance globale – actifs sous gestion et produits

- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle de la Gestion privée se sont accrus de 2,6 millions de dollars, ou 8 %, pour s'établir à 36,2 millions de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2019, contre 33,6 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique avant tout par la hausse des produits des activités aux États-Unis et au Canada.
- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle du Marché des conseillers aux investisseurs se sont établis à 37,8 millions de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2019, ce qui représente une augmentation de 3,2 millions de dollars ou 9 %, comparativement à 34,6 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La hausse est principalement attribuable à la création de Fiera Investissements par suite de l'acquisition de Natixis Canada et de l'acquisition de Foresters.

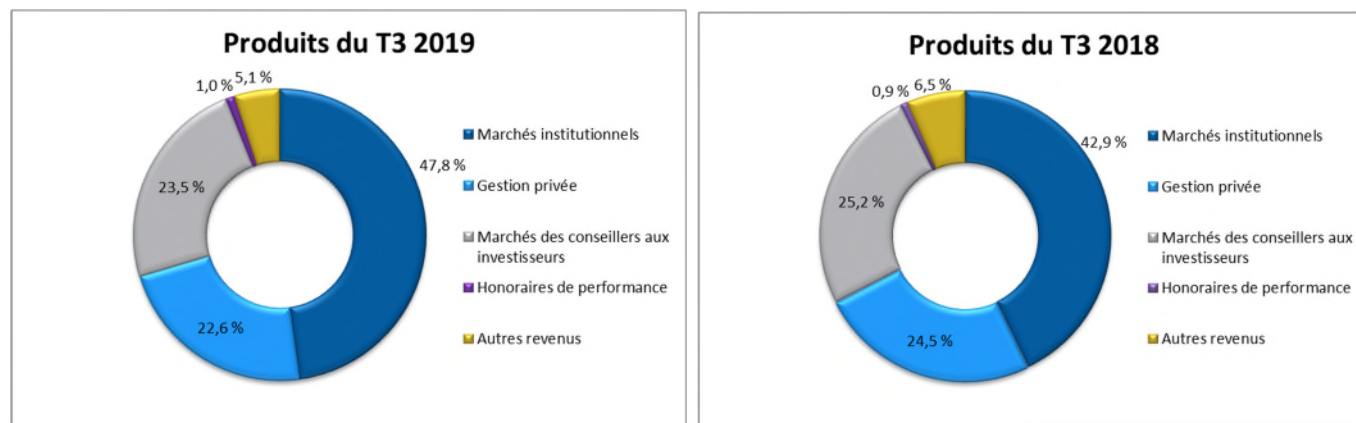
Honoraires de performance

Les honoraires de performance se sont établis à 1,6 million de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2019, contre 1,2 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, faisant état d'une hausse à la fois pour les actifs traditionnels et non traditionnels.

Autres revenus

Les autres revenus ont diminué de 0,9 million de dollars, ou 10 %, pour s'élever à 8,1 millions de dollars au troisième trimestre clos le 30 septembre 2019, contre 9,0 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution est essentiellement imputable à une perte sur les contrats de change à terme (0,9) million de dollars, comparativement à un profit de 0,9 million de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Les graphiques ci-après illustrent la ventilation des produits de la Société pour les trimestres clos les 30 septembre 2019 et 2018, respectivement.



Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2019, les produits ont augmenté de 10,1 millions de dollars, ou 7 %, pour se fixer à 160,0 millions de dollars, comparativement à 149,9 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2019. Cette augmentation des produits s'explique surtout par la hausse des honoraires de gestion de base découlant de la création de Fiera Investissements par suite de l'acquisition de Natixis Canada, des acquisitions de IAM et Foresters, combinées à la hausse des produits des secteurs des Marchés institutionnels et des stratégies de placement privé alternatives, partiellement contrebalancées par la diminution des autres produits.

Honoraires de gestion

Résultats d'exploitation et performance globale – actifs sous gestion et produits

Les honoraires de gestion ont progressé de 14,8 millions de dollars, ou 11 %, pour s'établir à 150,3 millions de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2019, contre 135,5 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2019. La répartition des honoraires de gestion par catégorie de clientèle se détaille comme suit :

- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle des Marchés institutionnels ont augmenté de 8,9 millions de dollars, ou 13 %, pour s'établir à 76,4 millions de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2019, contre 67,5 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2019. L'augmentation séquentielle tient surtout de la hausse des produits tirés des stratégies de placement privé alternatives et des activités canadiennes, combinées aux acquisitions de IAM et Foresters.
- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle de la Gestion privée ont augmenté de 0,3 million de dollars, ou 1 %, pour s'établir à 36,2 millions de dollars au troisième trimestre clos le 30 septembre 2019, par rapport à 35,9 millions de dollars au trimestre précédent clos le 30 juin 2019. L'augmentation est principalement attribuable aux activités au Canada.
- › Les honoraires de gestion tirés de la clientèle du Marché des conseillers aux investisseurs ont augmenté de 5,7 millions de dollars, ou 18 %, pour s'élever à 37,8 millions de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2019, contre 32,1 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2019, ce qui s'explique principalement par la création de Fiera Investissements par suite de l'acquisition de Natixis Canada et de l'acquisition de Foresters, combinées à la hausse des produits tirés des activités américaines.

Honoraires de performance

Les honoraires de performance sont demeurés stables à 1,6 million de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2019, contre 1,6 million de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2019.

Autres revenus

Les autres revenus se sont établis à 8,1 millions de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2019, ce qui représente une diminution de 4,7 millions de dollars, soit 37 %, comparativement à 12,8 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2019. Cette diminution est imputable en grande partie à la diminution des autres revenus tirés de la plateforme de stratégies de placement privé alternatives en raison des honoraires non récurrents comptabilisés au deuxième trimestre de 2019 des suites de la conclusion des transactions qui seront par la suite inscrits dans les honoraires de gestion de base, combinés à une perte sur les contrats de change à terme (0,9) million de dollars, comparativement à un profit de 0,9 million de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2019.

Résultats d'exploitation et performance globale – actifs sous gestion et produits

Tableau 10 – Produits – Variations depuis l'ouverture de l'exercice (en milliers de dollars)

	PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOSES		VARIATION
	LE 30 SEPTEMBRE 2019	LE 30 SEPTEMBRE 2018	D'UN EXERCICE À L'AUTRE
Marchés institutionnels	206 958	164 303	42 655
Gestion privée	105 715	90 164	15 551
Marché des conseillers aux investisseurs	102 279	102 597	(318)
Total des honoraires de gestion	414 952	357 064	57 888
Honoraires de performance – actifs traditionnels	4 107	5 370	(1 263)
Honoraires de performance – actifs non traditionnels	618	(76)	694
Total des honoraires de performance	4 725	5 294	(569)
Autres revenus	32 968	20 964	12 004
Total des produits	452 645	383 322	69 323

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Comparaison de la période de neuf mois close le 30 septembre 2019 et de la période de neuf mois close le 30 septembre 2018

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, les produits ont augmenté de 69,3 millions de dollars, ou 18 %, pour se fixer à 452,6 millions de dollars, comparativement à 383,3 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse des produits d'un exercice sur l'autre est essentiellement attribuable aux produits additionnels découlant des acquisitions de CGOV, Clearwater, Palmer Capital, IAM et de la création de Fiera Investissements par suite de l'acquisition de Natixis Canada, combinés à la croissance interne résultant des capacités de distribution améliorées, surtout dans les secteurs Marchés institutionnels et Gestion privée, ainsi qu'en raison de la croissance au titre des stratégies de placement privé alternatives, partiellement contrebalancées par la diminution des honoraires de performance tirés des actifs traditionnels.

Honoraires de gestion

Les honoraires de gestion ont progressé de 57,9 millions de dollars, ou 16 %, pour s'établir à 415,0 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, contre 357,1 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse globale des honoraires de gestion et la hausse par catégorie de clientèle se détaillent comme suit :

- › Les produits tirés de la clientèle des Marchés institutionnels ont augmenté de 42,7 millions de dollars, ou 26 %, pour s'établir à 207,0 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, contre 164,3 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation des honoraires de gestion est principalement attribuable aux acquisitions de CGOV, de Clearwater, de Palmer Capital, IAM et Foresters combinées à la hausse des actifs sous gestion en raison des nouveaux mandats découlant des stratégies Marchés boursiers mondiaux et des stratégies de placement privé alternatives.
- › Les produits tirés de la clientèle de la Gestion privée ont augmenté de 15,5 millions de dollars, ou 17 %, pour s'établir à 105,7 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, par rapport à 90,2 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse est principalement attribuable aux produits additionnels découlant de l'acquisition de CGOV, combinés à la hausse des produits attribuable en grande partie à la croissance interne découlant de la capacité de distribution améliorée essentiellement aux États-Unis.

- › Les produits tirés de la clientèle du Marché des conseillers aux investisseurs ont diminué de 0,3 million de dollars, ou 0,3 %, pour s'établir à 102,3 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, contre 102,6 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution est attribuable en grande partie à la diminution des produits tirés des activités européennes et canadiennes, partiellement compensée par les produits additionnels tirés de la création de Fiera Investissements par suite de l'acquisition de Natixis Canada.

Honoraires de performance

Les honoraires de performance ont totalisé 4,7 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, contre 5,3 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution des honoraires de performance est attribuable à la catégorie Actifs traditionnels, partiellement compensée par la hausse des honoraires de performance attribuable à la catégorie Actifs non traditionnels au cours des neuf premiers mois de 2019 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Autres revenus

Les autres revenus se sont établis à 33,0 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, ce qui représente une hausse de 12,0 millions de dollars, soit 57 %, comparativement à 21,0 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est attribuable en grande partie à un profit de 1,1 million de dollars sur les contrats de change visant les produits libellés en dollars américains pour les neuf premiers mois de 2019, comparativement à une perte (1,8) million de dollars au cours de la période comparable de 2018, combinée à la hausse des autres produits au Canada découlant de la modification apportée à la comptabilisation des produits des suites de la récente mise à jour de l'IFRS 15 prescrivant la présentation des produits bruts par opposition à la présentation sur une base nette dans les charges d'exploitation auparavant prescrite. Par ailleurs, la hausse des autres produits tirés des activités américaines et de l'acquisition de IAM a contribué à la hausse des autres revenus de la Société au cours des neuf premiers mois de 2019, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Frais de vente et charges générales et administratives et frais des gestionnaires externes

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les frais de vente et charges générales et administratives et frais des gestionnaires externes ont monté de 11,5 millions de dollars, ou 11 %, pour s'établir à 118,8 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2019, contre 107,3 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse des coûts est surtout imputable à une hausse du volume découlant de la croissance et des acquisitions de la Société contrebalancée en partie par un changement de classement de certaines charges, passées des charges d'exploitation aux coûts de financement et aux amortissements des suites de l'entrée en vigueur de l'IFRS 16, *Contrats de location*, au 1^{er} janvier 2019.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Les frais de vente et charges générales et administratives et frais des gestionnaires externes ont augmenté de 8,0 millions de dollars, ou 7 %, pour se chiffrer à 118,8 millions de dollars pour le trimestre clos le 30 septembre 2019, contre 110,8 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2019. La hausse est attribuable en grande partie à l'inclusion de Fiera Investissements, IAM et Foresters.

Comparaison de la période de neuf mois close le 30 septembre 2019 et de la période de neuf mois close le 30 septembre 2018

Les frais de vente et charges générales et administratives et frais des gestionnaires externes ont augmenté de 34,0 millions de dollars, ou 11 %, pour se chiffrer à 338,8 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, contre 304,8 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse des coûts est attribuable au volume accru d'opérations des suites de la croissance mondiale et des acquisitions de la Société, partiellement contrebalancé par un changement de classement de certaines charges, passées des charges d'exploitation aux coûts de financement et aux amortissements des suites de l'entrée en vigueur de l'IFRS 16, *Contrats de location* au 1^{er} janvier 2019.

Dotation aux amortissements

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

L'amortissement des immobilisations corporelles s'est élevé à 1,4 million de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2019, contre 1,1 million de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui est en harmonie avec l'évolution de la Société.

L'amortissement des immobilisations incorporelles s'est établi à 13,5 millions de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2019, ce qui représente une hausse de 1,7 million de dollars, ou 14 %, contre 11,8 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse de l'amortissement des immobilisations incorporelles est principalement attribuable aux diverses acquisitions.

L'amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation liée à l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location*, s'est établi à 4,9 millions de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2019, contre néant pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Résultats d'exploitation et performance globale – Charges

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

L'amortissement des immobilisations corporelles s'est chiffré à 1,4 million de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2019, comparativement à celui de 1,2 million de dollars du trimestre précédent clos le 30 juin 2019.

L'amortissement des immobilisations incorporelles s'est chiffré à 13,5 millions de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2019, ce qui représente une hausse de 0,9 million de dollars ou 7 %, comparativement à 12,6 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2019. Cette hausse découle principalement de l'acquisition de Fiera Investissements, IAM et Foresters.

L'amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation lié à l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location*, s'est établi à 4,9 millions de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2019, contre 4,6 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2019.

Comparaison de la période de neuf mois close le 30 septembre 2019 et de la période de neuf mois close le 30 septembre 2018

L'amortissement des immobilisations corporelles s'est établi à 3,7 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, comparativement à celui de 3,1 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.

L'amortissement des immobilisations incorporelles a augmenté de 6,3 millions de dollars, ou 20 %, pour s'établir à 38,6 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, comparativement à 32,3 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse de l'amortissement des immobilisations incorporelles est essentiellement attribuable aux diverses acquisitions.

Pour obtenir de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la note 4 des états financiers consolidés audités pour les exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017 et à la note 5 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2019 et 2018, qui présentent les détails de l'acquisition des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions d'entreprises et aux autres transactions.

L'amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation liée à l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location*, s'est établi à 14,5 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, contre néant pour la période correspondante close le 30 septembre 2018.

Intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières ont augmenté de 3,5 millions de dollars, soit 65 % pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2019, pour se fixer à 8,9 millions de dollars, contre 5,4 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable à la hausse de la charge d'intérêts sur la dette convertible et à la hausse des charges liées à la dette à long terme.

Résultats d'exploitation et performance globale – Charges

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Les intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières se sont établis à 8,9 millions de dollars au troisième trimestre clos le 30 septembre 2019, soit une hausse de 2,2 millions de dollars, ou 33 % comparativement à 6,7 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2019. La hausse est principalement imputable à la hausse de la charge d'intérêts sur la dette convertible, combinée à l'incidence nette défavorable des autres charges financières.

Comparaison de la période de neuf mois close le 30 septembre 2019 et de la période de neuf mois close le 30 septembre 2018

Les intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières se sont établis à 23,0 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, soit une hausse de 7,8 millions de dollars, ou 51 %, comparativement à 15,2 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse de la charge d'intérêts sur la dette à long terme, à la hausse de la charge d'intérêts sur la dette convertible et à l'incidence défavorable nette des autres charges financières.

Intérêts sur les obligations locatives

Des suites de l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location*, l'intérêt sur les obligations locatives se chiffrait à 1,4 million de dollars au troisième trimestre clos le 30 septembre 2019, contre 1,3 million de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2019 et à néant pour le trimestre comparable clos le 30 septembre 2018.

Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Une charge de 8,8 millions de dollars a été inscrite pour la désactualisation et la variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2019, en regard d'une charge de 6,0 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La variation est essentiellement attribuable à la hausse des obligations au titre du prix d'achat liées à l'acquisition de Clearwater.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Une charge de 8,8 millions de dollars a été inscrite au troisième trimestre clos le 30 septembre 2019, comparativement à une charge de 6,6 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2019. La variation est essentiellement attribuable à la hausse des obligations au titre du prix d'achat liées à l'acquisition de Clearwater.

Comparaison de la période de neuf mois close le 30 septembre 2019 et de la période de neuf mois close le 30 septembre 2018

Une charge de 21,9 millions de dollars a été inscrite pour la désactualisation et la variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, en regard d'une charge de 16,2 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est surtout attribuable à l'acquisition de Clearwater.

Frais d'acquisition et coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Les frais d'acquisition et les coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts ont augmenté de 2,4 millions de dollars, ou 69 %, pour s'établir à 5,9 millions de dollars pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2019, contre 3,5 millions

Résultats d'exploitation et performance globale – Charges

de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est essentiellement attribuable à l'augmentation des coûts de restructuration et autres coûts au terme des diverses acquisitions.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Les frais d'acquisition et les coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts se sont établis à 5,9 millions de dollars au troisième trimestre clos le 30 septembre 2019, représentant une diminution de 1,8 million de dollars, ou 23 %, comparativement à 7,7 millions de dollars pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2019. Cette diminution est principalement attribuable à la baisse des coûts d'acquisition au troisième trimestre de 2019, essentiellement au sein de la plateforme de stratégies de placement privé alternatives et au Canada par rapport au trimestre précédent clos le 30 juin 2019.

Comparaison de la période de neuf mois close le 30 septembre 2019 et de la période de neuf mois close le 30 septembre 2018

Les frais d'acquisition et les coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts se sont établis à 18,4 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, représentant une augmentation de 6,1 millions de dollars, ou 50 %, comparativement à 12,3 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est essentiellement attribuable à l'augmentation des frais d'acquisition des suites des divers projets d'acquisition en 2019, combinée à la hausse des coûts de restructuration et autres coûts pour les neuf premiers mois de 2019, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.

Résultat net

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2019, la Société a présenté un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de (4,7) millions de dollars, ou (0,05) \$ par action (de base et dilué), contre un résultat net de 1,0 million de dollars, ou 0,01 \$ par action (de base et dilué) pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette variation négative est essentiellement imputable à une augmentation de l'ensemble des charges d'exploitation et à la hausse des charges d'intérêts et d'impôt et à l'augmentation des obligations au titre du prix d'achat liées à l'acquisition de Clearwater, compensées en partie par la hausse des produits attribuable au volume plus élevé et aux acquisitions.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2019, la Société a présenté un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de (4,7) millions de dollars, ou (0,05) \$ par action (de base et dilué) contre un résultat net de (5,5) millions de dollars, ou (0,06) \$ par action (de base et dilué) pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2019. La variation du résultat net est essentiellement attribuable à la hausse des produits attribuable au volume plus élevé et aux acquisitions, combinée à la diminution des coûts liés aux acquisitions et de la charge d'impôt, facteurs partiellement contrebalancés par la hausse des frais de vente et charges générales et administratives, par la hausse des charges d'intérêts et par l'augmentation des obligations au titre du prix d'achat liées à l'acquisition de Clearwater.

Comparaison de la période de neuf mois close le 30 septembre 2019 et de la période de neuf mois close le 30 septembre 2018

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, la Société a comptabilisé un résultat net attribuable aux actionnaires de la Société de (16,8) millions de dollars ou (0,17)\$ par action (de base et dilué), comparativement à un résultat net de (3,3) millions de dollars ou (0,04)\$ par action (de base et dilué) pour la période correspondante de l'exercice précédent. La variation du résultat net est attribuable à la hausse de l'ensemble des charges d'exploitation, à une augmentation de la charge d'intérêts et de la dotation aux amortissements, à la hausse des frais d'acquisition et des coûts de restructuration et à la hausse de la charge d'impôt sur le résultat, facteurs partiellement contrebalancés par la hausse des produits imputables aux capacités de distribution améliorées, à l'appréciation des marchés et aux acquisitions.

Mesures non conformes aux IFRS

Nous avons inclus des mesures qui ne sont pas conformes aux IFRS afin de fournir aux investisseurs un complément d'information sur nos résultats d'exploitation et notre performance financière. Nous estimons que ces mesures non conformes aux IFRS sont particulièrement éclairantes à cet égard, du fait qu'elles ne tiennent pas compte d'éléments qui ont une faible incidence sur ces résultats et cette performance et qu'elles font dès lors ressortir les tendances de fond qui marquent nos activités de base que les seuls indicateurs conformes aux IFRS ne permettraient pas nécessairement de mettre en évidence. Nous croyons également que les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et les autres parties intéressées ont aussi fréquemment recours à des mesures non conformes aux IFRS pour évaluer les sociétés émettrices, dont bon nombre utilisent des mesures non conformes aux IFRS aux fins de la présentation de leurs résultats. La direction fait par ailleurs appel à des mesures non conformes aux IFRS pour faciliter la comparaison des résultats d'exploitation et de la performance financière d'une période à l'autre, pour établir les budgets annuels et pour évaluer sa capacité à assurer le service de la dette, à financer les dépenses d'investissement et à satisfaire aux besoins en fonds de roulement.

Les mesures non conformes aux IFRS ne sont pas des mesures définies par les IFRS. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS et pourraient ne pas être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Par exemple, certaines ou la totalité d'entre elles ne tiennent pas compte a) de nos dépenses en trésorerie ou de nos besoins futurs au titre des dépenses d'investissement ou des engagements contractuels, b) des variations de nos besoins en fonds de roulement ou de nos besoins de liquidités à cet égard, c) de l'importante charge d'intérêts ou des besoins de liquidités liés aux paiements d'intérêts et du principal sur notre dette, et d) des versements d'impôt, qui viennent réduire notre trésorerie disponible. Ces mesures non conformes aux IFRS comportent des limitations importantes en tant qu'outils d'analyse, les lecteurs ne doivent pas les considérer isolément ni les substituer à l'analyse de nos résultats présentés selon les IFRS. En raison de ces limitations, nous nous appuyons principalement sur nos résultats présentés selon les IFRS et n'utilisons les mesures non conformes aux IFRS qu'à des fins complémentaires.

La Société définit le **BAIIA** comme étant le résultat net avant intérêts, impôts sur le résultat et amortissements (BAIIA). Le **BAIIA ajusté** correspond au BAIIA, ajusté pour tenir compte des frais d'acquisition, des coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts, de la désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat, de la perte réalisée (du profit réalisé) sur les placements, de la perte réalisée (du profit réalisé) découlant de la cession d'actifs, de la perte réalisée (du profit réalisé) découlant de la cession des participations dans des coentreprises et des filiales, de la réévaluation des passifs au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur, de la réévaluation des actifs détenus en vue de la vente, de la quote-part du résultat net des coentreprises, de la perte (du profit) sur modification de contrats de location et autres et des charges de rémunération fondée sur des actions.

La Société estime que le BAIIA et le BAIIA ajusté lui sont utiles en ce qu'ils lui permettent d'évaluer sa performance d'exploitation de base d'une période à l'autre sans les variations causées par l'incidence des éléments décrits ci-dessus. La Société considère que ses activités d'exploitation de base sont la gestion d'actifs, les conseils en placement et les services connexes. Les coûts liés aux initiatives stratégiques comme les acquisitions d'entreprises, l'intégration d'entreprises acquises et la restructuration ne sont pas considérés comme des coûts de base. La Société exclut ces éléments parce qu'ils peuvent toucher la comparabilité de ses résultats financiers entre les périodes et pourraient éventuellement déformer l'analyse des tendances de la performance de ses activités de base.

La Société a procédé à la première application de l'IFRS 16, *Contrats de location*, le 1^{er} janvier 2019. La Société a appliqué l'IFRS 16 selon l'approche rétrospective modifiée. Par conséquent, la Société, à titre de preneur, a comptabilisé les actifs au titre du droit d'utilisation qui représentent ses droits d'utilisation de ses bureaux, son équipement et autres actifs qui répondent à la définition d'un contrat de location, et les obligations locatives qui représentent son obligation d'effectuer des paiements locatifs. Ainsi, les données comparatives présentées n'ont pas été retraitées et sont présentées conformément à l'IAS 17, *Contrats de location*. L'incidence de l'adoption est présentée à la note 3 des états financiers

Mesures non conformes aux IFRS

consolidés résumés intermédiaires non audités pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2019 et 2018.

La Société définit *la marge du BAIIA ajusté* comme étant le ratio du BAIIA ajusté aux produits. Il s'agit là d'une importante mesure de la performance d'exploitation globale, car elle est indicatrice de la rentabilité de la Société du point de vue de l'exploitation.

BAIIA ajusté

Le tableau suivant présente respectivement le BAIIA ajusté¹ et le BAIIA ajusté par action¹ de la Société pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2019 et 2018, ainsi que pour le trimestre clos le 30 juin 2019.

Tableau 11 – BAIIA ajusté (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	TRIMESTRES CLOS			PÉRIODE DE NEUF MOIS CLOSSES	
	LE 30 SEPTEMBRE 2019	LE 30 JUIN 2019	LE 30 SEPTEMBRE 2018	LE 30 SEPTEMBRE 2019	LE 30 SEPTEMBRE 2018
Résultat net	(4 593)	(4 783)	1 127	(15 960)	(3 181)
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	889	3 370	969	6 103	2 627
Amortissement des immobilisations corporelles	1 403	1 216	1 091	3 703	3 056
Amortissement des immobilisations incorporelles	13 525	12 622	11 834	38 562	32 345
Amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation	4 892	4 561	–	14 510	–
Intérêts sur les obligations locatives	1 393	1 288	–	3 965	–
Intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières	8 865	6 709	5 393	22 972	15 208
BAIIA¹	26 374	24 983	20 414	73 855	50 055
Coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts	3 577	1 022	871	7 727	4 188
Frais d'acquisition	2 306	6 670	2 594	10 683	8 120
Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat	8 801	6 636	5 978	21 928	16 165
Perte (profit) réalisé(e) sur placements	140	(452)	(3)	(307)	26
(Profit) perte sur modification de contrats de location et autres	(114)	–	–	(114)	–
(Profit) perte sur disposition d'actifs	(199)	–	1	101	1
Réévaluation des passifs au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur	317	350	–	667	–
Réévaluation des actifs détenus en vue de la vente	–	(153)	–	(699)	–
Rémunération fondée sur des actions	5 376	6 748	6 765	17 358	19 608
BAIIA ajusté¹	46 578	45 804	36 620	131 199	98 163
Par action (de base)	0,46	0,47	0,38	1,32	1,05
Par action (dilué)	0,46	0,47	0,36	1,32	1,05

¹ Les résultats du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2019 comprennent l'incidence de l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location*. Cette application est analysée à la note 3 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités. Comme le permet l'IFRS 16, *Contrats de location*, les données comparatives n'ont pas été retraitées et pourraient ne pas être comparables.

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Mesures non conformes aux IFRS

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2019, le BAIIA ajusté a été en hausse de 10,0 millions de dollars, ou 27 %, pour atteindre 46,6 millions de dollars, ou 0,46 \$ par action (de base et dilué), contre 36,6 millions de dollars, ou 0,38 \$ par action (de base) et 0,36 \$ par action (dilué), pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Le BAIIA ajusté du troisième trimestre clos le 30 septembre 2019 a augmenté essentiellement du fait de l'inclusion de Clearwater, Palmer Capital, Fiera Investissements, IAM et Foresters combinées à la hausse des produits tirés des stratégies de placement privé alternatives et de l'incidence de l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location*. Cette hausse a été contrebalancée en partie par la hausse de l'ensemble des charges d'exploitation nécessaires pour soutenir la croissance des activités de la Société et l'expansion de celle-ci.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2019, le BAIIA ajusté s'est établi à 46,6 millions de dollars ou 0,46 \$ par action (de base et dilué), ce qui représente une augmentation de 0,8 million de dollars, ou 2 %, comparativement à 45,8 millions de dollars, soit 0,47 \$ par action (de base et dilué) au trimestre précédent clos le 30 juin 2019. Cette hausse séquentielle du BAIIA ajusté est avant tout attribuable à la hausse des produits découlant de l'inclusion de Fiera Investissements, IAM et Foresters et de la croissance interne, facteurs partiellement contrebalancés par une perte sur les contrats de change à terme, contre un profit au trimestre précédent et par la hausse globale des charges d'exploitation.

Comparaison de la période de neuf mois close le 30 septembre 2019 et de la période de neuf mois close le 30 septembre 2018

Pour la période de neuf mois close le septembre 2019, le BAIIA ajusté s'est établi à 131,2 millions de dollars, soit 1,32 \$ par action (de base et dilué), ce qui représente une hausse de 33,0 millions de dollars, ou 34 %, contre 98,2 millions de dollars ou 1,05 \$ par action (de base et dilué) pour la période correspondante de l'exercice précédent.

La progression du BAIIA ajusté pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019 est avant tout attribuable à une hausse des produits provenant des actifs sous gestion découlant de la croissance interne et de la croissance du marché, ainsi qu'à diverses acquisitions et à l'incidence de l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location*, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Le tableau qui suit présente un rapprochement du BAIIA, du BAIIA ajusté, du BAIIA ajusté par action et de la marge du BAIIA ajusté avec les mesures du résultat conformes aux IFRS les plus comparables pour chacun des huit derniers trimestres de la Société.

Mesures non conformes aux IFRS

Tableau 12 – Rapprochement du BAIIA¹ et du BAIIA ajusté¹ (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	T3 2019	T2 2019	T1 2019	T4 2018	T3 2018	T2 2018	T1 2018	T4 2017
Résultat net	(4 593)	(4 783)	(6 584)	(1 573)	1 127	(2 215)	(2 093)	1 084
Impôt sur le résultat (recouvrement)	889	3 370	1 844	(3 056)	969	1 641	17	5 185
Amortissement des immobilisations corporelles	1 403	1 216	1 084	1 179	1 091	1 018	947	964
Amortissement des immobilisations incorporelles	13 525	12 622	12 415	12 468	11 834	10 488	10 022	8 778
Dépréciation des actifs au titre du droit d'utilisation	4 892	4 561	5 057	–	–	–	–	–
Intérêt sur les contrats de location	1 393	1 288	1 284	–	–	–	–	–
Intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières	8 865	6 709	7 398	10 147	5 393	5 054	4 761	4 835
BAIIA¹	26 374	24 983	22 498	19 165	20 414	15 986	13 654	20 846
Coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts	3 577	1 022	3 128	3 399	871	2 389	928	6 866
Frais d'acquisition	2 306	6 670	1 707	2 966	2 594	2 508	3 018	1 679
Désactualisation et variation de la juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat	8 801	6 636	6 491	8 332	5 978	5 720	4 467	2 880
Perte réalisée (profit réalisé) sur les placements	140	(452)	5	(171)	(3)	2	27	(128)
(Profit) perte sur modification de contrats de location et autres	(114)	–	–	–	–	–	–	–
(Profit) perte sur disposition d'actifs	(199)	–	300	81	1	–	–	42
Réévaluation des passifs au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur	317	350	–	–	–	–	–	–
Réévaluation des actifs détenus à des fins de vente	–	(153)	(546)	191	–	–	–	–
Rémunération fondée sur des actions	5 376	6 748	5 234	5 359	6 765	6 098	6 745	3 871
BAIIA ajusté¹	46 578	45 804	38 817	39 322	36 620	32 703	28 839	36 056
PRODUITS	159 956	149 904	142 785	156 963	137 109	126 232	119 981	142 046
Marge du BAIIA ajusté	29,1 %	30,6 %	27,2 %	25,1 %	26,7 %	25,9 %	24,0 %	25,4 %
BAIIA ajusté par action								
De base	0,46	0,47	0,40	0,41	0,38	0,35	0,32	0,43
Dilué	0,46	0,47	0,40	0,41	0,36	0,35	0,32	0,43

¹ Les résultats des trimestres de 2019 comprennent l'incidence de l'adoption de l'IFRS 16, *Contrats de location*. Cette application est analysée à la note 3 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités. Comme le permet l'IFRS 16, *Contrats de location*, les données comparatives n'ont pas été retraitées et pourraient ne pas être comparables.

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

La Société définit le **résultat net ajusté** comme étant le résultat net attribuable aux actionnaires de la Société ajusté afin de tenir compte de la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, des actifs au titre du droit d'utilisation et des éléments de rémunération fondée sur des actions, ainsi que des frais d'acquisition et coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts après impôt, de la désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat, de la désactualisation du taux d'intérêt effectif sur la dette convertible, du profit sur la cession de la participation dans une coentreprise après impôt et de la réévaluation des actifs détenus en vue de la vente après impôt, de la perte après impôt découlant de la cession de la participation dans des filiales et d'un profit après impôt sur la réévaluation des obligations au titre du prix d'achat et du profit après impôt sur l'acquisition du contrôle de la participation dans une coentreprise, de la réévaluation après impôt des passifs au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur de même que de l'incidence de la ratification de la loi américaine *Tax Cuts and Jobs Act* en 2017.

La version modifiée de la définition du résultat net ajusté, laquelle a pris effet le 31 décembre 2017, ne comporte plus d'ajustement pour tenir compte des variations après impôt de la juste valeur des instruments financiers dérivés utilisés pour couvrir la Société contre l'exposition au risque de taux d'intérêt ou au risque de change. Cette modification a été apportée pour comptabiliser le profit ou la perte sur ces instruments financiers dérivés dans le résultat net, selon la nature de l'élément couvert. Les données comparatives préalables au 31 décembre 2017 portant sur le résultat net ajusté et le résultat net ajusté par action (de base et dilué) ont été retraitées pour être conformes avec la présentation de la période à l'étude.

Avec prise d'effet au 31 mars 2018, la Société a modifié la définition du résultat net ajusté pour tenir compte de la désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat. Également, avec prise d'effet au 30 septembre 2018, la Société a modifié la définition du résultat net ajusté pour tenir compte de la désactualisation du taux d'intérêt effectif sur la dette convertible. Les charges de désactualisation ainsi que les profits et les pertes comptabilisés dans la variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat découlent des accords portant sur la contrepartie conditionnelle, en général dans le cas de regroupements d'entreprises qui sont considérées comme des activités secondaires. La juste valeur de la contrepartie conditionnelle est évaluée à chaque date de clôture et elle est déterminée à l'aide de techniques d'évaluation qui utilisent les flux de trésorerie nets prévus actualisés en fonction de la valeur actualisée. La charge de désactualisation (soit la charge d'intérêts hors trésorerie) fait passer la valeur actualisée des obligations au titre du prix d'achat à sa valeur future au fil du temps. L'ajustement de la charge de désactualisation et la variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat découlant du résultat net ajusté permettent de mieux comparer les résultats financiers entre les périodes lorsque les hypothèses portant sur l'évaluation utilisées par la direction peuvent présenter une certaine volatilité des résultats. Les chiffres comparatifs préalables au 30 septembre 2018 pour le résultat net ajusté et le résultat net par action (de base et dilué) ont été retraités afin de les rendre conformes à la présentation de la période à l'étude.

La Société estime que le résultat net ajusté lui est utile en ce qu'il lui permet d'évaluer sa performance globale d'une période à l'autre sans la variation causée par l'incidence des éléments décrits ci-dessus. La Société exclut ces éléments parce qu'ils peuvent toucher la comparabilité de ses résultats financiers d'une période à l'autre et pourraient éventuellement déformer l'analyse des tendances de la performance de ses activités. L'exclusion de ces éléments ne signifie pas nécessairement qu'ils ne sont pas récurrents.

Résultat net ajusté

Le tableau suivant présente respectivement le résultat net et le résultat net ajusté de la Société pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2019 et 2018, ainsi que pour le trimestre clos le 30 juin 2019.

Mesures non conformes aux IFRS

Tableau 13 – Résultat net et résultat net ajusté (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	TRIMESTRES CLOS			PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOS	
	LE 30 SEPTEMBRE 2019	LE 30 JUIN 2019	LE 30 SEPTEMBRE 2018	LE 30 SEPTEMBRE 2019	LE 30 SEPTEMBRE 2018
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	(4 740)	(5 513)	995	(16 806)	(3 304)
Amortissement des immobilisations corporelles	1 403	1 216	1 091	3 703	3 056
Amortissement des immobilisations incorporelles	13 525	12 622	11 834	38 562	32 345
Amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation	4 892	4 561	–	14 510	–
Rémunération fondée sur des actions*	5 376	6 748	6 765	17 358	19 608
Coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts*	3 577	1 022	871	7 727	4 188
Frais d'acquisition*	2 306	6 670	2 594	10 683	8 120
Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat et intérêt effectif sur la dette convertible*	9 297	6 992	6 285	23 096	17 127
Réévaluation des passifs au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur*	317	350	–	667	–
Réévaluation des actifs détenus en vue de la vente*	–	(153)	–	(699)	–
Déduire : Impôt sur le résultat applicable aux éléments ci-dessus*	3 373	2 034	2 902	8 867	8 153
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société	32 580	32 481	27 533	89 934	72 987
Par action (de base)					
Résultat net	(0,05)	(0,06)	0,01	(0,17)	(0,04)
Résultat net ajusté	0,32	0,33	0,29	0,91	0,78
Par action (dilué)					
Résultat net	(0,05)	(0,06)	0,01	(0,17)	(0,04)
Résultat net ajusté	0,32	0,33	0,27	0,91	0,78

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre correspondant de l'exercice précédent

Le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société s'est élevé à 32,6 millions de dollars, ou 0,32 \$ par action (de base et dilué), pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2019, contre 27,5 millions de dollars, ou 0,29 \$ par action (de base) et 0,27 \$ par action (dilué), pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2018. Le résultat net ajusté pour le trimestre clos le 30 septembre 2019 reflétait le résultat net, compte non tenu de l'amortissement des immobilisations corporelles, de l'amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation, de l'amortissement des immobilisations incorporelles et de la rémunération fondée sur des actions de 25,2 millions de dollars, ou 0,25 \$ par action (de base et dilué), ainsi que 12,1 millions de dollars, ou 0,12 \$ par action (de base et dilué) de frais d'acquisition, de coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts, d'une charge de désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat, d'une charge de désactualisation liée aux intérêts effectifs sur la dette convertible, de la réévaluation des actifs détenus en vue de la vente et de la réévaluation des passifs au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur, compte tenu de l'impôt sur le résultat.

Mesures non conformes aux IFRS

Comparaison du trimestre considéré et du trimestre précédent

Pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2019, la Société a comptabilisé un résultat net ajusté de 32,6 millions de dollars, ou 0,32 \$ par action (de base et dilué), par rapport à celui inscrit pour le trimestre précédent clos le 30 juin 2019, qui s'était établi à 32,5 millions de dollars, ou 0,33 \$ par action (de base et dilué). Cette hausse s'explique en grande partie par un BAIIA ajusté (se reporter à la rubrique BAIIA ajusté), partiellement contrebalancé par une hausse de la charge d'intérêt.

Comparaison de la période de neuf mois close le 30 septembre 2019 et de la période de neuf mois close le 30 septembre 2018

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société s'est établi à 89,9 millions de dollars, ou 0,91 \$ par action (de base et dilué), comparativement à 73,0 millions de dollars, ou 0,78 \$ par action (de base et dilué) pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le résultat net ajusté pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019 rend compte de la perte nette, compte non tenu d'un montant de 74,1 millions de dollars, ou 0,75 \$ par action (de base et dilué) au titre de l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et de la rémunération fondée sur des actions, ainsi que d'un montant de 32,6 millions de dollars, ou 0,33 \$ par action (de base et dilué) au titre des coûts d'acquisition, de restructuration, d'intégration et autres coûts, d'une charge liée à la désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat et de la désactualisation de l'intérêt effectif sur la dette convertible, la réévaluation des actifs détenus en vue de la vente et de la réévaluation des passifs au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur après impôt.

Le tableau qui suit présente un rapprochement du résultat net ajusté et du résultat net ajusté par action avec les mesures du résultat conformes aux IFRS les plus comparables pour chacun des huit derniers trimestres de la Société.

Mesures non conformes aux IFRS

Tableau 14 – Rapprochement du résultat net ajusté (en milliers de dollars, sauf les données par action)

	T3 2019	T2 2019	T1 2019	T4 2018	T3 2018	T2 2018	T1 2018	T4 2017
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	(4 740)	(5 513)	(6 553)	(1 709)	995	(2 106)	(2 193)	763
Amortissement des immobilisations corporelles	1 403	1 216	1 084	1 179	1 091	1 018	947	964
Amortissement des immobilisations incorporelles	13 525	12 622	12 415	12 468	11 834	10 488	10 022	8 778
Amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation	4 892	4 561	5 057	–	–	–	–	–
Rémunération fondée sur des actions*	5 376	6 748	5 234	5 359	6 765	6 098	6 745	3 871
Coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts*	3 577	1 022	3 128	3 399	871	2 389	928	6 866
Frais d'acquisition*	2 306	6 670	1 707	2 966	2 594	2 508	3 018	1 679
Désactualisation et variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat et intérêt effectif sur la dette convertible*	9 297	6 992	6 807	8 692	6 285	6 058	4 784	2 880
Réévaluation des actifs détenus en vue de la vente*	–	(153)	(546)	191	–	–	–	–
Réévaluation des passifs au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur*	317	350	–	–	–	–	–	–
Incidence de la loi américaine <i>Tax Cuts and Jobs Act</i> sur l'impôt sur le résultat futur	–	–	–	–	–	–	–	6 017
Impôt sur le résultat applicable aux éléments ci-dessus*	3 373	2 034	3 460	4 294	2 902	2 661	2 590	2 580
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société	32 580	32 481	24 873	28 251	27 533	23 792	21 661	29 238
Par action (de base)								
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	(0,05)	(0,06)	(0,07)	(0,02)	0,01	(0,02)	(0,02)	0,01
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la Société	0,32	0,33	0,26	0,29	0,29	0,26	0,24	0,35
Par action (dilué)								
Résultat net attribuable aux actionnaires de la Société	(0,05)	(0,06)	(0,07)	(0,02)	0,01	(0,02)	(0,02)	0,01

Certains totaux, totaux partiels et pourcentages peuvent ne pas concorder du fait que les chiffres ont été arrondis.

Situation de trésorerie et sources de financement

Flux de trésorerie

En plus des charges d'exploitation, la Société affecte sa trésorerie notamment (sans être limitée) aux versements de dividendes, au service de la dette, aux dépenses d'investissement et aux acquisitions d'entreprises.

Selon les projections actuelles, nous prévoyons disposer de ressources financières suffisantes (grâce essentiellement à l'utilisation de nos entrées de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation, à des emprunts, à des facilités de crédit et à l'émission de capital social) pour financer notre plan d'affaires, répondre à nos besoins en fonds de roulement et maintenir un niveau de dépenses approprié.

Le tableau suivant présente un complément d'information sur les flux de trésorerie de Fiera Capital.

Tableau 15 – Sommaire des tableaux consolidés des flux de trésorerie (en milliers de dollars)

	POUR LES PÉRIODES DE NEUF MOIS CLOSES	
	LE 30 SEPTEMBRE 2019	LE 30 SEPTEMBRE 2018
Entrées (sorties) de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation	74 346	43 447
(Sorties) de trésorerie nettes liées aux activités d'investissement	(85 662)	(94 095)
Entrées (sorties) de trésorerie nettes liées aux activités de financement	50 967	48 552
Diminution (augmentation) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	39 651	(2 096)
Incidence des fluctuations des cours du change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères	(4 317)	443
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	52 466	41 079
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	87 800	39 426

Activités depuis le début de l'exercice

Les entrées de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation ont atteint 74,3 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019. Ce montant découle essentiellement des entrées de trésorerie de 99,4 millions de dollars liées au résultat net ajusté pour tenir compte de la dotation aux amortissements, de la réévaluation des actifs détenus en vue de la vente, de la perte sur disposition d'immobilisations corporelles et incorporelles, du profit sur modification de contrats de location et autres, de la désactualisation et de la variation de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat et des instruments financiers remboursables au gré du porteur, des incitatifs à la location, des obligations locatives différées, de la rémunération fondée sur des actions, des coûts de restructuration, d'intégration et autres coûts, des intérêts sur les obligations locatives, des intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières, de la charge d'impôt sur le résultat et de l'impôt sur le résultat payé, facteurs contrebalancés en partie par une variation négative des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation de 22,5 millions de dollars (voir la note 15 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2019 et 2018), ainsi que par les sorties de trésorerie de 2,5 millions de dollars utilisées aux fins de paiement d'autres passifs non courants.

Les sorties de trésorerie nettes liées aux activités d'investissement ont été de 85,7 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, en raison essentiellement de sorties de trésorerie de 73,7 millions de dollars liées aux regroupements d'entreprises et à l'acquisition d'immobilisations incorporelles, de sorties de trésorerie de 15,9 millions de dollars liées au règlement des obligations au titre du prix d'achat, de sorties de trésorerie de 12,9 millions de dollars liées à l'acquisition d'immobilisations corporelles combinées à une hausse de 10,6 millions de dollars de la trésorerie

Situation de trésorerie et sources de financement

soumise à restrictions et de 5,0 millions de dollars de charges différées et autres actifs, partiellement compensées par des entrées de trésorerie de 33,8 millions de dollars générées par la cession d'actifs.

Les entrées de trésorerie nettes liées aux activités de financement se sont élevées à 51,0 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, en raison principalement d'une hausse de 70,1 millions de dollars de la dette à long terme et d'une hausse de 105,0 millions de dollars des débentures hybrides, contrebalancées en partie par le versement de dividendes de 62,5 millions de dollars, combiné à des sorties de trésorerie de 29,1 millions de dollars au titre du rachat et de l'annulation d'actions, de 17,6 millions de dollars au titre des paiements d'intérêts sur la dette à long terme, de 6,4 millions de dollars de paiements locatifs, de 6,4 millions de dollars en règlement des instruments financiers dérivés et de 2,7 millions de dollars en règlement de la rémunération à base d'actions au cours de la période.

Enfin, les fluctuations des taux de change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères ont eu une incidence négative de 4,3 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019.

Comparaison de la période de neuf mois close le 30 septembre 2019 et de la période de neuf mois close le 30 septembre 2018

Les entrées de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation se sont chiffrées à 74,3 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, comparativement à des entrées de trésorerie nettes liées aux activités d'exploitation de 43,4 millions de dollars pour l'exercice précédent. La variation positive de 30,8 millions de dollars découle principalement de la perte nette de 19,9 millions de dollars ajustée au titre des intérêts sur les obligations locatives, des intérêts sur la dette à long terme et des autres charges financières et de l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles, ainsi que de la variation positive des éléments hors trésorerie du fonds de roulement d'exploitation de 12,5 millions de dollars.

Les sorties de trésorerie nettes liées aux activités d'investissement ont été de 85,7 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, en regard de 94,1 millions de dollars pour l'exercice précédent. La diminution s'explique surtout par des entrées de trésorerie de 33,8 millions de dollars tirées de la cession d'actifs, combinées à une diminution des sorties de trésorerie liées aux investissements de 16,6 millions de dollars, partiellement contrebalancées par une hausse des sorties de trésorerie liées aux regroupements d'entreprises et à l'acquisition d'immobilisations incorporelles de 11,7 millions de dollars, de 11,0 millions de dollars liées à l'acquisition d'immobilisations corporelles, de 10,6 millions de dollars de la trésorerie soumise à restrictions et de 3,8 millions de dollars des sorties liées au règlement des obligations au titre du prix d'achat.

Les entrées de trésorerie nettes liées aux activités de financement se sont élevées à 51,0 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, alors que des entrées de trésorerie nettes liées aux activités de financement de 48,6 millions de dollars avaient été comptabilisées pour l'exercice précédent. L'écart d'un exercice à l'autre est essentiellement attribuable aux sorties de trésorerie liées au rachat et à l'annulation d'actions plus élevées de 29,1 millions de dollars liées au versement de dividendes de 8,4 millions de dollars et à l'inclusion des sorties de 6,4 millions de dollars au titre des paiements de location liées aux activités de financement des suites d'une modification du classement des charges locatives, lesquelles sont passées des charges d'exploitation aux charges de financement, combinées à des sorties de trésorerie plus élevées liées au règlement de la rémunération fondée sur des actions et d'instruments financiers dérivés de 6,0 millions de dollars et au paiement des intérêts sur la dette à long terme de 3,6 millions de dollars, partiellement compensés par une hausse de 57,6 millions de dollars liée aux emprunts à long terme et aux débentures hybrides.

Enfin, les fluctuations des taux de change sur la trésorerie libellée en monnaies étrangères ont eu une incidence négative de 4,3 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, contre une incidence positive de 0,4 million de dollars pour l'exercice précédent.

Situation de trésorerie et sources de financement

Dette à long terme

Tableau 16 – Facilité de crédit (en milliers de dollars)

	AU 30 SEPTEMBRE 2019	AU 31 DÉCEMBRE 2018
Facilité de crédit		
Facilité renouvelable	481 657	422 805
Autres facilités	–	919
Charges de financement différées	(2 188)	(2 197)
	479 469	421 527
Moins la partie courante	–	(388)
Partie non courante	479 469	421 139

Facilité de crédit

Le 28 mai 2018, la Société a conclu la cinquième entente de crédit modifiée et mise à jour (l'« entente de crédit ») avec un consortium de prêteurs composé de banques canadiennes. La facilité est utilisée aux fins générales de la Société. Elle comprend une facilité renouvelable non garantie de premier rang de 600 millions de dollars (la « facilité ») et peut être utilisée au gré de la Société pour des retraits en dollars canadiens ou en dollars américains.

Selon les modalités de l'entente de crédit, aucun versement minimal n'est prévu jusqu'au 30 juin 2022, date à laquelle le montant prélevé est remboursable intégralement. En tout temps, sous réserve de certaines conditions, la Société peut demander une augmentation de la limite maximale disponible aux termes de la facilité de 200 millions de dollars canadiens, sous réserve de l'acceptation des prêteurs individuels constituant le consortium bancaire. Sous réserve de certaines modalités, l'entente de crédit permet le report de la date d'échéance de la facilité un an à la fois, à la demande de la Société et sous réserve de l'acceptation d'un groupe de prêteurs au sein du consortium bancaire dont les engagements totalisent plus de 66 ⅔ %.

La facilité porte intérêt à taux variable, à régler mensuellement, en fonction de la monnaie dans laquelle la somme est prélevée et du taux fondé sur le ratio trimestriel de la dette à long terme sur le BAIIA défini dans l'entente de crédit. Le taux d'intérêt est fondé sur le taux préférentiel canadien majoré d'un écart se situant entre 0,00 % et 1,50 % ou, au gré de la Société pour les sommes prélevées en dollars américains, fondé soit sur le taux de base des États-Unis majoré d'un écart se situant entre 0,00 % et 1,50 %, soit sur le TIOL majoré d'un écart se situant entre 1,00 % et 2,50 %.

Au 30 septembre 2019, le montant total prélevé sur la facilité comprenait des montants de 34,702 millions de dollars canadiens et de 337,579 millions de dollars américains (446,955 millions de dollars canadiens) [123,500 millions de dollars canadiens et 219,400 millions de dollars américains (299,305 millions de dollars canadiens) au 31 décembre 2018].

Situation de trésorerie et sources de financement

Selon les modalités de l'entente de crédit et de l'ancienne entente de crédit, la Société doit respecter certaines clauses restrictives, y compris le maintien de ratios financiers minimaux. Ces restrictions visent le maintien d'un ratio maximum de la dette à long terme sur le BAIIA et d'un ratio minimum de couverture des intérêts, tel qu'ils sont définis dans l'entente de crédit et dans l'ancienne entente de crédit. Le BAIIA, mesure financière non conforme aux IFRS, inclut le résultat consolidé avant les intérêts, l'impôt sur le résultat, les amortissements et d'autres éléments hors trésorerie, et ne tient pas compte des éléments extraordinaires et inhabituels, y compris les éléments non récurrents et certaines obligations au titre du prix d'achat ainsi que certains autres ajustements définis dans l'entente de crédit. Au 30 septembre 2019, la Société se conformait à l'ensemble des clauses restrictives aux termes de l'entente de crédit et celles-ci étaient également respectées au 31 décembre 2018. L'entente de crédit comporte également des clauses restrictives qui limitent la capacité de la Société et de certaines de ses filiales définies précisément dans l'entente de crédit comme étant les emprunteurs, et par conséquent les garants de la facilité, à effectuer certains types de transactions et impose ainsi certaines restrictions d'exploitation et de financement sur ces entités.

Autres facilités

Au 31 décembre 2018, une des filiales de la Société avait un emprunt bancaire à rembourser de 0,231 million de dollars à l'égard duquel des paiements trimestriels de 0,131 million de dollars canadiens étaient requis. L'emprunt portait intérêt au taux préférentiel majoré d'un taux se situant entre 0,25 % et 1,25 % qui s'applique en fonction du ratio des créances de premier rang au BAIIA (mesure financière non conforme aux IFRS définie dans la convention d'emprunt). L'échéance initiale de ce prêt était le 30 juin 2019, toutefois, la filiale a remboursé le total de l'encours en janvier 2019. Toutes les exigences portant sur les clauses restrictives de la dette étaient respectées au 31 décembre 2018.

Au 31 décembre 2018, cette filiale disposait également d'une facilité de crédit-bail dont le solde impayé était de 0,688 million de dollars canadiens, aux termes de laquelle des paiements de 0,015 million de dollars canadiens étaient exigés. En janvier 2019, la filiale a remboursé le solde impayé de cette facilité de crédit-bail. Au 31 décembre 2018, les parties courante et non courante du prêt se chiffraient à 0,157 million de dollars et à 0,531 million de dollars, respectivement.

Au 31 décembre 2018, cette filiale disposait également d'une ligne de crédit assortie d'un plafond de 0,75 million de dollars canadiens. Cette ligne de crédit portait intérêt au taux préférentiel majoré de 0,25 % à 1,00 % qui s'appliquait en fonction du ratio des créances de premier rang au BAIIA sans date d'échéance fixe. Au 31 décembre 2018, la filiale n'avait prélevé aucun montant sur sa ligne de crédit, laquelle a été annulée en janvier 2019.

Une autre filiale de la Société dispose d'une ligne de crédit assortie d'un plafond de 0,95 million de dollars canadiens portant intérêt au taux préférentiel majoré de 1,50 %, sans date d'échéance fixe. Au 30 septembre 2019, la filiale n'avait prélevé aucun montant sur la ligne de crédit (néant au 31 décembre 2018).

Dette convertible

Le solde de la dette convertible allait comme suit au 30 septembre 2019 :

Tableau 17 – Dette convertible (en milliers de dollars)

	Au 30 septembre 2019	Au 31 décembre 2018
	\$	\$
Débtures convertibles à 5,00 % venant à échéance le 23 juin 2023	80 040	79 008
Débtures hybrides à 5,60 % venant à échéance le 31 juillet 2024	105 100	–
Partie non courante	185 140	79 008

Situation de trésorerie et sources de financement

a) *Débtures convertibles à 5,00 % venant à échéance le 23 juin 2023*

Tableau 18 – Débtures convertibles (en milliers de dollars)

	Au 30 septembre 2019	Au 31 décembre 2018
	\$	\$
Valeur nominale	86 250	86 250
Moins :		
Frais d'émission	(4 031)	(4 031)
Composante capitaux propres (déduction faite des frais d'émission de 224 \$)	(4 568)	(4 568)
Charge de désactualisation sur la composante capitaux propres	2 389	1 357
Partie non courante	80 040	79 008

Le 21 décembre 2017, la Société a émis 86 250 débtures convertibles non garanties à 5,00 % venant à échéance le 23 juin 2023 (les « débtures convertibles »), pour un produit brut de 86,25 millions de dollars canadiens. L'intérêt est payable semestriellement, à terme échu, les 30 juin et 31 décembre de chaque année, à compter du 30 juin 2018. Les débtures convertibles sont convertibles au gré du porteur, à un prix de conversion de 18,85 \$ par action de catégorie A. Les débtures convertibles ne pourront pas être rachetées par la Société avant le 30 juin 2021, mais pourront l'être à compter du 30 juin 2021 et avant le 30 juin 2022, à un prix de 0,001 million de dollars par débenture convertible, majoré de l'intérêt couru, mais non payé (pourvu que le cours moyen pondéré des actions de catégorie A à la TSX ne soit pas inférieur à 125 % du prix de conversion de 18,85 \$ par action au cours des 20 jours de bourse consécutifs se terminant 5 jours avant la date à laquelle l'avis de remboursement est donné). À compter du 30 juin 2022, mais avant la date d'échéance, la Société peut effectuer des remboursements au plus 60 jours, mais au moins 30 jours, avant l'avis, au prix de 0,001 million de dollars par débenture convertible, majoré de l'intérêt couru, mais non payé.

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, un montant de 2,156 millions de dollars a été versé au titre des intérêts courus du 31 décembre 2018 au 30 juin 2019 (un montant de 4,431 millions de dollars a été versé le 31 décembre 2018 au titre des intérêts en trésorerie courus depuis la date d'émission jusqu'au 31 décembre 2018).

b) *Débtures hybrides à 5,60 % échéant le 31 juillet 2024*

Tableau 19 – Débtures hybrides (en milliers de dollars)

	Au 30 septembre 2019
	\$
Valeur nominale	110 000
Moins :	
Frais d'émission	(5 037)
Cumul de la charge de désactualisation	137
Partie non courante	105 100

Situation de trésorerie et sources de financement

Le 4 juillet 2019, la Société a émis des débetures hybrides subordonnées non garanties de premier rang venant à échéance le 31 juillet 2024 pour un montant de 100 millions de dollars et le 9 juillet 2019, elle a émis pour un montant de 10 millions de dollars des débetures hybrides subordonnées convertibles non garanties liées à l'option de surallocation venant à échéance le 31 juillet 2024 (conjointement, les « débetures hybrides »). Les débetures hybrides portent intérêt à un taux de 5,60 % par année, payable deux fois par année à terme échu les 31 janvier et 31 juillet de chaque année, le premier paiement d'intérêts étant exigible le 31 janvier 2020. Les débetures hybrides ne seront pas remboursables avant le 31 juillet 2022, sauf advenant un changement de contrôle de la Société. À compter du 31 juillet 2022 et avant le 31 juillet 2023, les débetures hybrides seront remboursables en totalité ou en partie de temps à autre au gré de la Société à un prix de remboursement équivalent à 102,80 % du capital remboursé majoré des intérêts courus et impayés, le cas échéant. À compter du 31 juillet 2023 et avant le 31 juillet 2024, les débetures hybrides seront remboursables, en totalité ou en partie, de temps à autre au gré de la Société à la valeur nominale majorée des intérêts courus et impayés, le cas échéant. La Société pourra rembourser à son gré le montant de capital des débetures hybrides exigible au remboursement ou à l'échéance en émettant des actions de catégorie A conformément aux modalités de l'acte de fiducie. Les débetures hybrides ne seront en aucun cas convertibles en actions de catégorie A au gré des détenteurs. Les débetures hybrides sont comptabilisées au coût amorti, déduction faite des frais d'émission, au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif.

La Société a engagé un total de 5,037 millions de dollars en commissions de prise ferme et en frais d'émission, lesquels sont portés en diminution des débetures hybrides. Les débetures hybrides sont comptabilisées au coût amorti, au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le produit tiré de l'émission des débetures hybrides a été utilisé pour financer la partie en trésorerie des acquisitions de Natixis Canada, Foresters et IAM, afin de réduire l'endettement aux termes de la facilité de crédit et aux fins générales de l'entreprise.

Capital social

Au 30 septembre 2019, la Société avait 81 342 363 actions de catégorie A et 19 412 401 actions de catégorie B avec droit de vote spécial, pour un total de 100 754 764 actions en circulation, contre 77 180 400 actions de catégorie A avec droit de vote subalterne et 19 412 401 actions de catégorie B avec droit de vote spécial, pour un total de 96 592 801 actions en circulation au 30 septembre 2018.

Gestion du capital

Le capital de la Société se compose du capital social, des résultats non distribués (du déficit), de la dette à long terme et de la dette convertible, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. La Société gère son capital de manière à disposer de sources de financement suffisantes tout en maximisant le rendement pour ses actionnaires en optimisant l'équilibre entre la dette et les capitaux propres, et de manière à se conformer aux exigences réglementaires et à certaines clauses restrictives exigées par les prêteurs. Au 30 septembre 2019 et au 31 décembre 2018, la Société (et au 31 décembre 2018, une filiale de la Société ayant été vendue en février 2019) sont assujetties aux calculs de l'excédent du fonds de roulement du Règlement 31-103, établis sur une base non consolidée et se conforment à leurs calculs respectifs. La Société et ses filiales, au besoin, se sont conformées aux clauses restrictives applicables aux termes des différentes facilités de crédit présentées à titre de dette à long terme (se reporter à la note 10 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2019 et 2018).

Afin de maintenir ou d'ajuster sa structure du capital, la Société peut émettre des actions ou procéder à l'émission ou au remboursement de titres d'emprunt ou de titres d'emprunt convertibles (de la manière applicable selon les modalités du prospectus simplifié final pertinent visant les titres d'emprunt convertible).

Obligations contractuelles

Au 30 septembre 2019, la Société n'avait aucune obligation contractuelle significative autre que celles décrites à la rubrique « *Obligations contractuelles* » du rapport de gestion annuel 2018 de la Société.

Passifs éventuels

Dans le cours normal des activités, la Société et ses filiales peuvent faire l'objet de réclamations en lien avec ses activités et ses employés. L'issue éventuelle de telles réclamations en cours auprès de la Société ne peut être déterminée à l'heure actuelle. La Société a l'intention de se défendre contre de telles actions en justice, et la direction estime que leur résolution n'aura pas d'incidence négative importante sur la situation financière de la Société.

Paiements fondés sur des actions

a) Régime d'options sur actions

En vertu du régime d'options sur actions de la Société, le prix d'exercice de chaque option sur actions est égal au cours moyen pondéré en fonction du volume des actions de la Société à la TSX au cours des cinq jours de négociation précédant immédiatement la date d'attribution des options sur actions. Le conseil d'administration peut déterminer la durée maximale pendant laquelle les options sont attribuées et le moment où chaque option devient exerçable et si elles seront exerçables par échelonnement ou en fonction d'un calendrier d'acquisition des droits.

Un sommaire des modifications apportées aux régimes d'options sur actions de la Société au cours des périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2019 et 2018 est présenté ci-après :

Tableau 20 – Transactions sur options

	2019		2018	
	Nombre d'options sur actions de catégorie A	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options sur actions de catégorie A	Prix d'exercice moyen pondéré
		\$		\$
En circulation à l'ouverture de la période	3 977 191	12,21	4 183 852	11,86
Attributions	1 070 000	12,25	305 000	12,22
Exercices	(152 377)	6,58	(336 606)	8,06
Renonciations	(296 867)	13,29	(120 252)	13,63
Échéances	(25 000)	13,58	–	–
En circulation à la clôture de la période	4 572 947	12,32	4 031 994	12,15
Options exerçables à la clôture de la période	1 111 510	11,53	588 615	8,06

b) Régime d'unités d'actions différées (« UAD »)

Une UAD équivaut à une action de catégorie A de la Société. La Société a comptabilisé (un recouvrement) de (0,007) million de dollars et une charge de 0,003 million de dollars à l'égard de ces attributions au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019, respectivement [une charge de 0,009 million de dollars et un (recouvrement) de (0,004) million de dollars au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018, respectivement]. Au 30 septembre 2019, la Société avait inscrit un passif de 0,091 million de dollars pour les 8 865 unités en circulation en vertu du régime d'UAD (0,095 million de dollars pour les 8 395 unités au 31 décembre 2018).

c) Régime d'unités d'actions assujetties à des restrictions (« UAR »)

Le tableau suivant présente les transactions survenues au sein du régime d'UAR de la Société au cours des périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2019 et 2018.

Tableau 21 – Transactions sur les UAR

	2019	2018
Unités en circulation à l'ouverture de la période	258 560	608 635
Acquisitions de droits	(136 234)	–
Réinvestissements au lieu de versements de dividendes	15 868	19 955
Attributions	100 001	(248 694)
Unités en circulation à la clôture de la période	238 195	379 896

Paiements fondés sur des actions

Une UAR équivaut à une action de catégorie A de la Société. La Société a respectivement comptabilisé une charge de 0,338 million de dollars et de 1,188 million de dollars à l'égard de ces attributions au cours des trimestres et périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2019, respectivement (0,780 million de dollars et 2,820 millions de dollars au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018, respectivement). Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, 136 234 actions de catégorie A ont été émises et aucun montant en trésorerie n'a été versé en règlement des droits aux UAR (201 442 actions de catégorie A ont été émises en règlement des droits aux UAR et un montant de 0,585 million de dollars avait été versé en trésorerie au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2018). Au 30 septembre 2019, la Société avait un passif s'élevant à 1,408 million de dollars pour les 238 195 unités en circulation aux termes du régime d'UAR (1,759 million de dollars pour les 258 560 unités au 31 décembre 2018).

d) Régime d'unités d'actions assujetties à des restrictions à règlement en trésorerie (« UAR en trésorerie »)

Le tableau suivant présente les transactions survenues au sein du régime d'UAR de la Société au cours des périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2019 et 2018.

Tableau 22 – Transactions sur les UAR en trésorerie

	2019	2018
Unités en circulation à l'ouverture de la période	528 308	504 380
Acquisition de droits	(172 057)	76 873
Renonciations	–	25 989
Réinvestissements au lieu de dividendes	28 786	(32 607)
Attributions	63 501	(728)
Unités en circulation à la clôture de la période	448 538	573 907

Les UAR en trésorerie équivalent à une action de catégorie A de la Société. La Société a respectivement comptabilisé une charge de 0,312 million de dollars et de 1,692 million de dollars à l'égard de ces attributions au cours des trimestres et des périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2019, respectivement (1,022 million de dollars et 1,838 million de dollars pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018, respectivement). Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, les droits sur 172 057 unités ont été acquis (droits acquis sur 32 607 unités en 2018), et un montant de 1,945 million de dollars a été payé en guise de règlement partiel de ces unités (0,391 million de dollars en 2018). En outre, un montant de 1,528 million de dollars a été payé au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2019 en règlement des unités dont les droits ont été acquis en 2018. Au 30 septembre 2019, la Société avait inscrit un passif totalisant 2,52 millions de dollars pour les 448 538 unités en circulation aux termes de ce régime d'UAR (4,305 millions de dollars pour les 528 308 unités au 31 décembre 2018).

e) Régime d'actions assujetties à des restrictions

Au 31 décembre 2018, il n'y avait plus d'actions assujetties à des restrictions en circulation. Par conséquent, le 21 mars 2019, le Conseil d'administration a approuvé la résiliation du régime d'actions assujetties à des restrictions à cette même date. Aucune charge n'a été comptabilisée au titre du régime d'actions assujetties à des restrictions pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019 (une charge de 0,088 million de dollars et de 0,26 million de dollars a été comptabilisée au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018 pour cette attribution).

Paiements fondés sur des actions

f) Régime d'UALR et d'UADPV applicable aux unités d'exploitation

Le 12 avril 2018, le conseil d'administration a approuvé une version modifiée et mise à jour du régime d'UALR applicable aux unités d'exploitation essentiellement pour inclure diverses incidences fiscales. Des unités d'actions liées au rendement sont attribuées aux employés admissibles à une valeur d'attribution déterminée par le conseil d'administration comme étant la valeur initiale de l'attribution. Le nombre d'unités d'actions liées au rendement attribué à un participant à la date d'attribution est calculé en divisant la valeur d'attribution par la valeur de l'UALR applicable à l'unité d'exploitation déterminée par le conseil d'administration à chaque date d'attribution.

Les UALR sont considérées être attribuées lorsque l'avis d'attribution est approuvé par le conseil d'administration et est accepté par l'employé. La date d'acquisition des droits est la date à laquelle toutes les modalités d'acquisition des droits énoncées dans le régime d'UALR applicable aux unités d'exploitation et la note d'attribution de l'employé ont été satisfaites.

Les UALR dont les droits sont acquis sont réglées conformément aux modalités du régime. La valeur à la date du règlement est déterminée en fonction du produit du nombre d'UALR dont les droits sont acquis par la valeur de l'UALR à la date d'acquisition des droits applicable.

En juin 2018, la Société a modifié son régime d'unités d'actions liées au rendement applicable aux unités d'exploitation (le « régime d'UALR applicable aux unités d'exploitation ») pour inclure la possibilité d'attribuer des unités assorties de droits à la plus-value applicables aux unités d'exploitation (le « régime d'UADPV applicable aux unités d'exploitation »).

Régime d'UALR applicable aux unités d'exploitation

Au cours des trimestres et périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2019 et 2018, la Société a comptabilisé la charge suivante relativement au régime d'UALR applicable aux unités d'exploitation :

Tableau 23 – Transactions aux termes du régime d'UALR applicable aux unités d'exploitation (en milliers de dollars)

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2019	2018	2019	2018
	\$	\$	\$	\$
Attributions réglées en titres de capitaux propres	1 442	1 349	4 800	5 039
Attributions réglées en trésorerie	1 666	1 825	5 580	5 517
Total des charges	3 108	3 174	10 380	10 556

La valeur totale des attributions octroyées aux termes des régimes d'UALR de la Société applicables aux unités d'exploitation au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2019 s'est établie à 6,32 millions de dollars (6,575 millions de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018) et les droits n'ont été acquis sur aucune UALR applicable aux unités d'exploitation au cours du trimestre et des périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2019 et 2018.

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, 1 820 929 actions de catégorie A ont été émises en règlement des UALR applicables aux unités d'exploitation dont les droits ont été acquis en 2018 et 7 818 actions de catégorie A ont été émises en règlement des UALR applicables aux unités d'exploitation en 2019 (407 978 au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2018).

Paievements fondés sur des actions

Régime d'UADPV applicable aux unités d'exploitation

Aux termes du régime d'UADPV applicable aux unités d'exploitation, les employés admissibles peuvent recevoir une action de catégorie A de la Société pour un montant équivalent à l'écart entre la valeur de l'entreprise par unité à la date d'acquisition des droits et le prix d'exercice établi à la date d'attribution. La Société a comptabilisé une charge de 0,740 million de dollars et de 1,534 million de dollars pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019 (0,383 million de dollars et 0,506 million de dollars pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018).

g) Régime d'UALR

Une UALR équivaut à une action de catégorie A de la Société. Au cours des trimestres et périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2019 et 2018, la Société a comptabilisé la charge suivante relativement aux régimes d'UALR :

Tableau 24 – Transactions sur les UALR (en milliers de dollars)

	Trimestres clos les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2019	2018	2019	2018
	\$	\$	\$	\$
Attributions réglées en titres de capitaux propres	442	345	1 081	1 003
Attributions réglées en trésorerie	87	880	1 075	1 523
Total des charges	529	1 225	2 156	2 526

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, la valeur totale des attributions octroyées aux termes des régimes d'UALR de la Société s'est établie à 0,548 million de dollars et les droits sur 8 675 UALR ont été acquis au cours de la période. Un nombre total de 217 882 actions de catégorie A a été émis et 2,58 millions de dollars ont été versés au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2019 en règlement des UALR dont les droits ont été acquis en 2018 et en 2019.

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, la valeur totale des attributions octroyées aux termes des régimes d'UALR de la Société s'est établie à 4,828 millions de dollars et les droits n'ont été acquis sur aucune UALR au cours de la période. Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, 19 819 actions de catégorie A ont été émises en règlement des UALR dont les droits ont été acquis en 2017.

h) Régimes d'options établis par les filiales de la Société

L'une des filiales de la Société maintient un régime d'options sur actions fondé sur les actions de la filiale respective. Ce régime est comptabilisé comme un régime réglé en trésorerie. La charge liée aux options sur actions des filiales de la Société inscrite dans les états consolidés résumés intermédiaires du résultat net des trimestres et périodes de neuf mois clos le 30 septembre 2019 s'est établie à 0,623 million de dollars et à 1,725 million de dollars, respectivement (0,607 million de dollars et 1,613 million de dollars pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 décembre 2018). Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019, un montant de 0,108 million de dollars a été versé en règlement des options sur actions (néant pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018). Le passif lié aux paiements fondés sur des actions et réglé en trésorerie se chiffrait à 5,573 millions de dollars, montant présenté dans l'état consolidé résumé intermédiaire de la situation financière au 30 septembre 2019 (3,956 millions de dollars au 31 décembre 2018).

Transactions avec des parties liées

Dans le cours normal des activités, la Société effectue des transactions avec des parties liées, dont deux sont des actionnaires liés, ou avec des entités sous le même contrôle que ces actionnaires liés.

Au 30 septembre 2019, un actionnaire lié détenait indirectement des actions avec droit de vote spécial de catégorie B correspondant à environ 7,2 % des actions émises et en circulation de la Société (7,4 % au 31 décembre 2018). L'actionnaire lié a le droit de nommer deux des huit administrateurs de la Société que les détenteurs d'actions de catégorie B peuvent élire. Cet actionnaire lié est l'un des deux promoteurs principaux aux termes de l'entente de crédit de la Société et avec prise d'effet en mai 2019, il est devenu l'agent administratif de l'entente de crédit et est un des prêteurs du consortium de prêteurs de la facilité de crédit de la Société.

Un autre actionnaire était un actionnaire lié jusqu'à la transaction avec Natixis survenue en mai 2019 (se reporter à la note 5). Au 30 septembre 2019, la propriété réelle de cet actionnaire s'établit à environ 6,85 % des actions émises et en circulation de la Société (18,00 % au 31 décembre 2018). Depuis mai 2019, cet actionnaire ne répond plus à la définition d'une partie liée et a par conséquent été exclu du tableau présenté ci-après à compter du mois de mai 2019.

Le tableau qui suit présente les transactions effectuées soit directement avec les deux actionnaires liés, soit avec des entités sous le même contrôle que ces actionnaires liés.

Tableau 25 – Transactions avec des parties liées (en milliers de dollars)

	Pour les trimestres clos les		Pour les périodes de	
	30 septembre		neuf mois closes les	
	2019	2018	2019	2018
	\$	\$	\$	\$
Honoraires de gestion	2 130	11 376	19 850	32 959
Honoraires de performance		–	–	218
Autres revenus	(380)	1 128	4 718	2 875
Frais de vente et charges générales et administratives				
Frais de référence	–	409	544	1 292
Autres	–	126	196	475
Intérêts sur la dette à long terme	5 531	4 143	15 690	11 296
(Profit net) perte nette sur la juste valeur des instruments financiers dérivés inclus dans les intérêts sur la dette à long terme et autres charges financières	(4 598)	1 558	1 620	420

Les transactions ont été effectuées dans le cours normal des activités de la Société et sont mesurées à la valeur d'échange, qui représente le montant de la contrepartie établie et acceptée par les parties liées. Les honoraires sont calculés aux prix en vigueur sur le marché et sont réglés selon des modalités commerciales normales.

Contrôles et procédures

Le président du conseil d'administration et chef de la direction ainsi que le vice-président exécutif, chef de la direction financière globale, de concert avec la direction, sont responsables de l'établissement et du maintien de contrôles et procédures de communication de l'information (« CPCI ») et d'un contrôle interne à l'égard de l'information financière (« CIIF ») adéquats, selon la définition que donne à ces termes le *Règlement 52-109*.

Le cadre de contrôle interne de Corporation Fiera Capital (la « Société ») repose sur les critères publiés dans le rapport *Internal Control-Integrated Framework (cadre COSO de 2013)* publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission (« COSO ») et est conçu de manière à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers pour diffusion externe conformément aux IFRS.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière, appuyés par la direction, ont évalué la conception des CPCI et du CIIF de la Société au 30 septembre 2019 et ils ont conclu qu'ils étaient efficaces. De plus, aucun changement important n'a été apporté au CIIF au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2019.

Vous trouverez des renseignements supplémentaires sur Fiera Capital Corporation ainsi que ses états financiers annuels audités et sa notice annuelle les plus récents sur le site de SEDAR à www.sedar.com.

Juste valeur

Placements

Le coût et la juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net se chiffraient à 4,242 millions de dollars et 4,687 millions de dollars, respectivement au 30 septembre 2019 (4,574 millions de dollars et 4,857 millions de dollars, respectivement, au 31 décembre 2018). Le profit réalisé et non réalisé (la perte réalisée et non réalisée) totalisant (0,021) million de dollars et 0,196 million de dollars a été comptabilisé dans les autres revenus au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019 (perte de 0,105 million de dollars et de 0,337 million de dollars au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018).

Dette convertible

a) Débentures convertibles

Au 30 septembre 2019, les débentures convertibles (se reporter à la note 11 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2019 et 2018) sont comptabilisées au coût amorti de 80,04 millions de dollars (79,008 millions de dollars au 31 décembre 2018). La juste valeur des débentures convertibles selon les cours du marché au 30 septembre 2019 s'établissait à 88,234 millions de dollars (87,544 millions de dollars au 31 décembre 2018).

b) Débentures hybrides

Au 30 septembre 2019, les débentures hybrides (se reporter à la note 11 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2019 et 2018) sont comptabilisées au coût amorti de 105,1 millions de dollars. La juste valeur des débentures fondée sur les cours du marché au 30 septembre 2019 se chiffrait à 113,3 millions de dollars.

Dette à long terme

La juste valeur de la dette à long terme se rapproche de sa valeur comptable compte tenu du fait qu'elle est assujettie à des conditions, y compris des taux d'intérêt variables, semblables à celles que la Société pourrait obtenir pour des instruments d'emprunt ayant des termes similaires dans une conjoncture de marché semblable.

Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés de la Société sont composés de contrats de swap de taux d'intérêt et de devises ainsi que de contrats de change à terme qui sont présentés à leur juste valeur dans les états consolidés résumés intermédiaires de la situation financière.

La juste valeur d'instruments dérivés qui ne sont pas négociés sur un marché actif est déterminée au moyen de techniques d'évaluation qui maximisent le recours à des données observables sur les marchés, telles que les courbes de taux d'intérêt, et les informations disponibles concernant des transactions réalisées sur les marchés et portant sur d'autres instruments quasi identiques, par une analyse des flux de trésorerie actualisés ou par d'autres techniques, le cas échéant. Autant que possible, les techniques d'évaluation intègrent tous les facteurs que les intervenants du marché prendraient en considération pour fixer un prix et sont conformes aux méthodes économiques reconnues pour l'évaluation du prix d'instruments financiers.

Instruments financiers

La Société détermine la juste valeur de ses contrats de change à terme en calculant la différence entre les cours de change à terme à la date d'évaluation et le prix à terme contractuel pour la durée résiduelle du contrat. Elle détermine la juste valeur de ses contrats de swap de taux d'intérêt et de swap sur devises en appliquant des techniques d'évaluation.

Les profits nets (pertes nettes), la juste valeur et le montant notionnel des instruments dérivés pour la période restant jusqu'à l'échéance se présentent comme suit :

Tableau 26 - Profits nets (pertes nettes), juste valeur et montant notionnel des instruments dérivés (en milliers de dollars)

	Trimestre clos le 30 septembre 2019	Période de neuf mois close le 30 septembre 2019	Au 30 septembre 2019						
			Profit net (perte nette) sur les instruments dérivés	Profit net (perte nette) sur les instruments dérivés	Juste valeur		Montant notionnel pour la période restant jusqu'à l'échéance		
					Actif	(Passif)	Moins de un an	De un à 5 ans	Plus de 5 ans
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$		
Contrats de change à terme									
a) Contrats de change à terme – détenus à des fins de transaction	(911)	1 117	–	(201)	56 065	–	–	–	
b) Swaps sur devises – détenus à des fins de transaction	4 598	(5 601)	1 542	–	225 000	–	–	–	
Contrats de swap de taux d'intérêt									
c) Contrats de swap – détenus à des fins de transaction	837	(2 148)	352	(3 199)	–	250 000	–	–	
d) Contrats de swap – couvertures des flux de trésorerie	–	–	–	(2 462)	–	223 756	–	–	

	Trimestre clos le 30 septembre 2018	Période de neuf mois close le 30 septembre 2018	Au 31 décembre 2018						
			Profit net (perte nette) sur les instruments dérivés	Profit net (perte nette) sur les instruments dérivés	Juste valeur		Montant notionnel pour la période restant jusqu'à l'échéance		
					Actif	(Passif)	Moins de un an	De un à 5 ans	Plus de 5 ans
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$		
Contrats de change à terme									
a) Contrats de change à terme – détenus à des fins de transaction	946	(1 785)	–	(1 672)	45 374	–	–	–	
b) Swaps sur devises – détenus à des fins de transaction	(2 583)	(1 457)	1 083	–	80 000	–	–	–	
Contrats de swap de taux d'intérêt									
c) Contrats de swap – détenus à des fins de transaction	1 025	1 037	860	(1 560)	–	190 000	–	–	
d) Contrats de swap – couvertures des flux de trésorerie	–	–	4 506	–	–	230 550	–	–	

Instruments financiers

Tableau 27 - Présentation des instruments financiers dérivés dans les états financiers (en milliers de dollars) :

	Au 30 septembre 2019	Au 31 décembre 2018
	\$	\$
Actifs courants liés à des instruments financiers dérivés ¹	1 542	1 083
Actifs non courants liés à des instruments financiers dérivés	352	5 366
Passifs courants liés à des instruments financiers dérivés	(201)	(1 672)
Passifs non courants liés à des instruments financiers dérivés	(5 661)	(1 560)

¹ Inclus dans les charges payées d'avance et autres actifs dans les états consolidés résumés intermédiaires de la situation financière.

a) Contrats de change à terme – détenus à des fins de transaction

Société

La Société conclut des contrats de change à terme mensuels à taux de change au comptant de fin de mois assortis de diverses durées à l'échéance afin de gérer le risque lié aux fluctuations de change visant jusqu'à douze mois de produits futurs estimés libellés en dollars américains.

Les contrats de change à terme sont comptabilisés à la juste valeur à la date où les contrats sont conclus et font ensuite l'objet d'une nouvelle évaluation à la juste valeur par le biais du résultat net à la fin de chaque période de présentation de l'information financière. Le profit ou la perte sur ces instruments financiers dérivés est comptabilisé dans l'état consolidé résumé intermédiaire du résultat net selon la nature de l'élément couvert économiquement et donc, dans les autres revenus.

La Société a inscrit une perte de 0,686 million de dollars et un profit de 1,344 million de dollars au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019, respectivement (profit de 1,118 million de dollars et perte de 1,535 million de dollars pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018, respectivement) et a reçu 0,165 million de dollars au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2019 à titre de règlement de contrats venus à échéance au cours de la période (versé 1,295 million de dollars au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2018). La juste valeur des contrats de change à terme est un passif de 0,058 million de dollars au 30 septembre 2019 (passif de 1,237 million de dollars au 31 décembre 2018).

Filiales

Une des filiales de la Société conclut des contrats de change à terme afin de gérer le risque de fluctuation du taux de change associé aux produits estimatifs libellés en euros. Pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos le 30 septembre 2019, cette filiale a respectivement comptabilisé une perte de 0,225 million de dollars et de 0,227 million de dollars (pertes de 0,172 million de dollars et de 0,25 million de dollars pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018, respectivement). Un montant total de 0,52 million de dollars a été payé au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2019 en règlement de contrats (0,034 million de dollars pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018). Au 30 septembre 2019, la juste valeur de ces contrats était un passif de 0,143 million de dollars (passif de 0,435 million de dollars au 31 décembre 2018).

b) Swaps sur devises – détenus à des fins de transaction

Selon les modalités de la facilité renouvelable de la Société (note 10 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2019 et 2018), la Société peut emprunter, soit en dollars américains à un taux de base des États-Unis majoré d'un écart se situant entre 0,00 % et 1,50 % ou à un taux basé sur le TIOL majoré d'un écart se situant entre 1,00 % et 2,50 %, soit en dollars canadiens au taux préférentiel canadien majoré d'un écart se situant entre 0,0 % et 1,5 %. Afin de bénéficier des économies d'intérêts, la Société a créé, jusqu'en octobre 2019, un équivalent synthétique à une facilité renouvelable en dollars canadiens au CDOR majoré de 1,99 % sur 225 millions de dollars canadiens (au CDOR majoré de 1,57 % sur 80 millions de dollars canadiens au 31 décembre 2018) en empruntant sur la facilité renouvelable en dollars américains, l'équivalent de 225 millions de dollars canadiens (171 millions de dollars américains) (80 millions de dollars canadiens (59,4 millions de dollars américains) au 31 décembre 2018) au TIOL majoré de 2,25 % et en l'échangeant en taux CDOR majoré de 1,99 % au moyen d'un swap de devises de un mois.

L'objectif de cette stratégie consiste à permettre des économies de coûts sans risque de change puisque les modalités du financement au TIOL des États-Unis et du swap de devises correspondent exactement (notionnel en dollars américains, TIOL, dates de transaction et d'échéance). Les pertes (profits) sur les swaps de devises sont contrebalancées par des profits (pertes) équivalents à la conversion de la partie de la couverture économique, libellée en dollars américains, de la facilité renouvelable en raison des modalités financières qui sont exactement les mêmes.

Le profit net ou la perte nette sur ces instruments financiers dérivés est comptabilisé dans l'état consolidé résumé intermédiaire du résultat net selon la nature de l'élément couvert économiquement, soit la facilité renouvelable (note 10 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2019 et 2018), et est donc présenté dans les intérêts sur la dette à long terme et les autres charges financières.

La Société a comptabilisé un profit de 4,598 millions de dollars et une perte de 5,601 millions de dollars au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019, respectivement, sans incidence nette sur les résultats comme il est mentionné plus haut (perte de 2,583 millions de dollars et de 1,457 million de dollars au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018, respectivement). Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, un total de 6,059 millions de dollars a été payé (un montant de 1,267 million de dollars a été reçu pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018) en règlement de ces contrats, simultanément au paiement de la partie de la couverture économique, libellée en dollars américains, de la facilité renouvelable en raison des modalités financières qui sont exactement les mêmes. La juste valeur des contrats de swap de devises correspondait à un actif de 1,542 million de dollars au 30 septembre 2019 (1,083 million de dollars au 31 décembre 2018).

c) Swap de taux d'intérêt – détenus à des fins de transaction

La Société conclut des swaps de taux d'intérêt afin de gérer le risque lié à l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt sur sa facilité libellée en dollars canadiens. Les intérêts sont réglés mensuellement.

En mai 2019, la Société a conclu deux swaps de taux d'intérêt comportant un notionnel initial de 35 millions de dollars et 25 millions de dollars et venant à échéance le 2 mai 2022 et le 13 mai 2022, respectivement. Les contrats consistent à échanger le taux d'intérêt variable fondé sur le taux au CDOR à un mois pour un taux fixe de 1,945 % (sur le contrat de 35 millions de dollars) et de 1,900 % (sur le contrat de 25 millions de dollars). Aucune modification n'a été apportée aux modalités des autres swaps de taux d'intérêt (détenus à des fins de transaction) détenus par la Société au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019.

Instruments financiers

Le profit net ou la perte nette sur ces instruments financiers dérivés est comptabilisé dans l'état consolidé résumé intermédiaire du résultat net avec les intérêts sur la dette à long terme et les autres charges financières. La Société a comptabilisé un profit de 0,837 million de dollars et une perte de 2,148 millions de dollars au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019 (profit de 1,025 million de dollars et de 1,037 million de dollars au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018). La juste valeur des contrats de swap de taux d'intérêt correspondait à un actif de 0,352 million de dollars et à un passif de 3,199 millions de dollars au 30 septembre 2019 (actif de 0,86 million de dollars et passif de 1,56 million de dollars au 31 décembre 2018).

d) Swaps de taux d'intérêt – couvertures de flux de trésorerie

La Société détient des swaps de taux d'intérêt désignés comme couvertures de flux de trésorerie qui répondent aux exigences de la comptabilité de couverture. Aucune modification n'a été apportée aux modalités des contrats détenus par la Société au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019.

La partie efficace des variations de la juste valeur de ces contrats est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global et le montant du cumul est porté dans une réserve de couverture. La Société a comptabilisé une perte de 0,839 million de dollars et de 6,045 millions de dollars (déduction faite de l'impôt sur le résultat de 0,128 million de dollars et de 0,923 million de dollars) dans les autres éléments du résultat global au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019 [profit de 0,602 million de dollars et de 5,040 millions de dollars dans les autres éléments du résultat global (déduction faite de l'impôt sur le résultat de 0,092 million de dollars et de 0,772 million de dollars, respectivement) au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2018].

La partie inefficace des variations de la juste valeur est immédiatement comptabilisée en résultat net à l'état consolidé résumé intermédiaire du résultat net. Il n'y a pas eu de partie inefficace liée à ces contrats au cours des trimestres et des périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2019 et 2018. La juste valeur des swaps de taux d'intérêt désignés comme couvertures de flux de trésorerie correspond à un passif de 2,462 millions de dollars au 30 septembre 2019 (actif de 4,506 millions de dollars au 31 décembre 2018).

La Société demeure exposée aux fluctuations du taux de base des États-Unis ou du TIOL sur l'écart entre la facilité de crédit libellée en dollars américains et les notionnels des swaps de taux d'intérêt en dollars américains. Les prélèvements en dollars américains sur la facilité de crédit (se reporter à la note 10 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2019 et 2018) se chiffraient à 337,579 millions de dollars américains au 30 septembre 2019 (219,4 millions de dollars américains au 31 décembre 2018).

e) Option d'achat liée à WAGM

Le 1^{er} décembre 2018, Fiera Capital Inc. (« FCI »), filiale entièrement détenue de la Société, a conclu une entente avec Wilkinson Global Capital Partners LLC (les « associés ») dans le cadre de laquelle les associés ont le droit, mais non l'obligation, d'acquérir au minimum la totalité des participations de la Société dans WGAM, une filiale entièrement détenue de la Société qui s'occupe de la gestion des ententes de conseil en placement pour des comptes clients spécifiques. L'option d'achat peut être exercée en tout temps au cours de la période allant du 1^{er} janvier 2021 (date de début de l'achat) au 1^{er} janvier 2023 (date d'expiration de l'option d'achat) ou à une date avant l'échéance fixée par FCI. Si les associés n'exercent pas l'option d'achat avant la date d'expiration de l'achat ou dans les 30 jours suivant la date de l'avis, l'option d'achat viendra à expiration. Le prix d'exercice de l'option d'achat est établi pour représenter la juste valeur de WGAM. Étant donné que le prix de l'option d'achat est fondé sur la juste valeur estimée des activités de WGAM et qu'elle ne peut être exercée au 30 septembre 2019, cet instrument financier dérivé n'a pas d'incidence financière sur les états financiers consolidés de la Société.

f) Passif au titre d'un instrument financier remboursable au gré du porteur et option d'achat liée à Palmer Capital

Aux termes de la convention d'achat et de vente, l'acquéreur, Fiera Immobilier, a le droit, mais non l'obligation d'acquérir une participation de 20 % ne donnant pas le contrôle dans Palmer Capital. Ce droit peut être exercé par l'acquéreur le 30 avril 2022 ou le 30 avril de toute année ultérieure. Les actionnaires de Palmer Capital ne détenant pas le contrôle ont le droit, mais non l'obligation d'exercer leur option de vente sur la participation de 20 % ne donnant pas le contrôle de Palmer Capital le 31 mars 2022 ou le 31 mars de toute année subséquente. S'ils sont exercés, les droits d'achat et de vente exigeraient tous deux que Fiera Immobilier ou la Société acquière la participation de 20 % ne donnant pas le contrôle dans Palmer Capital.

Le prix d'exercice est le même pour les droits de vente et d'achat. Le prix d'exercice est le montant le plus élevé entre 20 % de 50 millions de livres sterling et un prix prescrit calculé en fonction d'un multiplicateur du bénéfice avant intérêts, impôt et amortissement, comme défini dans la convention d'achat et de vente. Étant donné que les options d'achat et de vente ont les mêmes prix d'exercice et que les dates d'exercice sont à moins d'un mois d'intervalle, l'option d'achat est comptabilisée comme un contrat d'achat à terme. La juste valeur de l'option d'achat était de néant au 30 septembre 2019 et de néant à la date d'acquisition du 3 juillet 2019.

Le droit de vente sur la participation ne donnant pas le contrôle dans Palmer Capital est classé comme passif financier et mesuré à la juste valeur par le biais du résultat net. Il était initialement mesuré à la juste valeur de 13,237 millions de dollars à la date d'acquisition, puis réévalué à chaque date de clôture, les variations de la juste valeur étant comptabilisées à l'état consolidé résumé intermédiaire du résultat net. La juste valeur du passif initial au titre des instruments financiers remboursables au gré du porteur s'est établie à 13,061 millions de dollars au 30 septembre 2019.

Le présent rapport de gestion renvoie aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2019 et 2018. Un sommaire des jugements comptables significatifs et des incertitudes relatives aux estimations de la Société figure à la note 3 des états financiers consolidés audités de la Société pour les exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017. Certaines des méthodes comptables que la Société doit appliquer conformément aux IFRS amènent la direction à poser des jugements et estimations complexes et subjectifs relativement à des questions inhérentes aux incertitudes.

La juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat est déterminée à l'aide d'une analyse des flux de trésorerie actualisés qui fait appel à l'utilisation de données d'entrée non observables comme les flux de trésorerie attendus et les taux d'actualisation ajustés au titre du risque. Les flux de trésorerie attendus sont estimés en fonction des modalités des accords contractuels, de la connaissance du secteur par la Société et de l'incidence possible de la conjoncture économique sur le secteur.

Les obligations au titre du prix d'achat et les passifs au titre d'instruments financiers remboursables au gré du porteur sont des passifs financiers de niveau 3. La Société a utilisé des techniques d'évaluation pour comptabiliser la juste valeur des passifs à la date de clôture. La Société a analysé les caractéristiques de l'obligation évaluée, y compris les circonstances et l'information disponible à la date d'évaluation et a sélectionné la technique d'évaluation la plus appropriée.

Obligation au titre du prix d'achat - CNR

Un changement raisonnable dans des données d'entrée non observables n'entraînerait pas de variation significative de la juste valeur des obligations au titre du prix d'achat autre que pour le passif de City National Rochdale (« CNR »), lequel est présenté ci-après.

Les principales données d'entrée de niveau 3 utilisées par la Société pour évaluer les obligations au titre du prix d'achat de CNR sont tirées des éléments suivants et déterminés de la manière suivante :

- Les facteurs de croissance annuelle des produits, comme le taux du marché et le taux des contributions nettes, sont estimés en fonction des données et des publications internes et externes, la conjoncture économique et les caractéristiques particulières du passif financier. Un facteur de croissance annuelle des produits plus élevé donnera lieu à une juste valeur plus élevée. Pour évaluer la juste valeur au 30 septembre 2019 et au 31 décembre 2018, la Société a utilisé des taux de 9 % et de 10 % pour le taux de croissance du marché et le taux des contributions nettes, respectivement.
- Le taux d'actualisation ajusté pour tenir compte du risque est établi en ajustant un taux sans risque pour refléter les risques particuliers liés au passif financier. Le taux d'actualisation correspond à la donnée d'entrée utilisée pour ramener les flux de trésorerie futurs à leur valeur actualisée. Un taux d'actualisation plus élevé donnerait lieu à une juste valeur plus faible. Pour évaluer la juste valeur au 30 septembre 2019 et au 31 décembre 2018, la Société a utilisé un taux d'actualisation de 41 %.

La méthode des flux de trésorerie actualisés a été utilisée pour mesurer la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs attendus devant être versés à CNR à titre de contrepartie éventuelle. La juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat de CNR se chiffrait à 73,819 millions de dollars canadiens au 30 septembre 2019 (55,755 millions de dollars américains) et à 74,118 millions de dollars canadiens (54,331 millions de dollars américains) au 31 décembre 2018.

Jugements comptables significatifs et incertitudes relatives aux estimations

Les principales données non observables sont les facteurs de croissance annuelle des produits, la croissance des marchés et les contributions nettes, ainsi que le taux d'actualisation ajusté en fonction du risque.

- Une variation de 350 points de base du taux de croissance du marché, comme une augmentation (ou une diminution) entraînerait une augmentation (diminution) d'environ 5,296 millions de dollars canadiens (4 millions de dollars américains) de la juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat.
- Une variation de 300 points de base du taux des contributions nettes, comme une augmentation (diminution) entraînerait une hausse (baisse) d'environ 2,648 millions de dollars canadiens (2 millions de dollars américains) de la juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat.
- Une variation de 200 points de base du taux d'actualisation ajusté en fonction du risque, comme une hausse (un escompte) entraînerait une diminution (augmentation) d'environ 2,648 millions de dollars canadiens (2 millions de dollars américains) de la juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat.

En raison de la nature non observable des intrants, l'évaluation de ces instruments financiers de niveau 3 pourrait comporter des incertitudes et l'utilisation d'hypothèses alternatives raisonnables en modifierait la juste valeur. La relation entre le taux d'actualisation ajusté en fonction du risque et les autres intrants non observables n'est pas nécessairement directe et diverses relations entre les données pourraient raisonnablement être appliquées. La Société a varié les principaux intrants non observables comme le taux d'actualisation ajusté en fonction du risque, la croissance du marché et les contributions nettes et a établi une fourchette de valeurs raisonnables qui pourrait donner lieu à une hausse de 7,944 millions de dollars canadiens (6 millions de dollars américains) ou à une diminution de la juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat au 30 septembre 2019 [8,08 millions de dollars canadiens (6 millions de dollars américains) au 31 décembre 2018].

Obligation au titre du prix d'achat – Clearwater

La méthode des flux de trésorerie actualisés a été utilisée pour évaluer la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus devant être versés aux vendeurs à titre de contrepartie éventuelle. La Société a accru la juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat et a inscrit une charge de 1,391 million de dollars canadiens (1,026 \$ million de dollars américains) au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019. La juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat de Clearwater s'est établie à 43,185 millions de dollars canadiens au 30 septembre 2019 (32,616 millions de dollars américains) et à 39,955 millions de dollars canadiens (28,553 millions de dollars américains) au 31 décembre 2018.

Les principales données d'entrée de niveau 3 utilisées par la Société pour évaluer les obligations au titre du prix d'achat de Clearwater sont dérivées des données d'entrée non observables fondées sur le résultat avant intérêts, impôts et amortissements (le « BAIIA ») prévu, les estimations de la direction à l'égard des produits tirés de ventes croisées et du taux d'actualisation ajusté pour tenir compte du risque. Le taux d'actualisation correspond à la donnée d'entrée utilisée pour ramener les flux de trésorerie futurs à leur valeur actualisée. La Société a utilisé un taux d'actualisation se situant entre 10 % et 15 %.

En raison de la nature des données d'entrée non observables, il peut subsister une incertitude à l'égard de l'évaluation de ces instruments financiers de niveau 3 et le recours à d'autres hypothèses raisonnablement possibles pourrait entraîner une variation de la juste valeur. Le lien entre le taux d'actualisation ajusté pour tenir compte du risque et les autres données d'entrée non observables n'est pas nécessairement une relation directe et différentes filiations pourraient raisonnablement s'appliquer. La Société a varié les données d'entrée non observables importantes comme le taux d'actualisation ajusté pour tenir compte du risque, les produits, le BAIIA et les prévisions de ventes croisées, et elle a établi une fourchette raisonnable des justes valeurs variant entre 37,072 millions de dollars canadiens (28 millions de dollars américains) et 41,044 millions de dollars canadiens (31 millions de dollars américains) pour la juste valeur de l'obligation au titre du prix d'achat au 30 septembre 2019.

Adoption de nouvelles IFRS

À l'exception de ce qui est décrit ci-dessous, les méthodes comptables appliquées dans les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires pour le trimestre et la période de neuf mois clos les 30 septembre 2019 et 2018 sont les mêmes que celles appliquées dans les états financiers consolidés de la Société aux 31 décembre 2018 et 2017 et pour les exercices clos à ces dates.

IFRS 16, Contrats de location

La Société a adopté l'IFRS 16, *Contrats de location*, le 1^{er} janvier 2019. L'IFRS 16 propose un modèle de comptabilisation unique des contrats de location au bilan par les preneurs. Par conséquent, la Société, à titre de preneur, a comptabilisé ses actifs au titre du droit d'utilisation représentant ses droits d'utilisation de ses bureaux, de son matériel de bureau et des autres actifs qui répondent à la définition d'un contrat de location, ainsi que de ses obligations locatives représentant ses obligations de verser des paiements de loyers.

La Société a appliqué l'IFRS 16 au moyen de l'approche rétrospective modifiée. Par conséquent, l'information comparative présentée pour 2018 n'a pas été retraitée et est présentée, comme mentionné au préalable, aux termes de l'IAS 17, *Contrats de location*, et des interprétations connexes. Les détails des modifications apportées aux normes comptables sont présentés à la note 3 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2019 et 2018.

IFRS, interprétations et modifications révisées

Les normes révisées dont il est question ci-après sont en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. Leur adoption n'a pas eu d'incidence significative sur les montants présentés et les informations fournies dans les financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2019 et 2018.

IFRIC 23, Incertitude relative aux traitements fiscaux

En juin 2017, l'IASB a publié l'IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux*. Cette interprétation traite de la manière de déterminer le bénéfice imposable (la perte fiscale), les bases fiscales, les pertes fiscales non utilisées, les crédits d'impôt non utilisés et les taux d'impôt en cas d'incertitude relative au traitement fiscal aux termes de l'IAS 12. Cette norme détermine les cas où les traitements fiscaux doivent être analysés collectivement, les hypothèses des examens des autorités fiscales, la détermination du bénéfice imposable (de la perte fiscale), les assiettes fiscales, les pertes fiscales inutilisées, les crédits d'impôt inutilisés et les taux d'impôt ainsi que l'incidence de changements de faits et de circonstances. Cette interprétation n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2019 et 2018.

Améliorations annuelles des IFRS (Cycle 2015-2017)

En décembre 2017, l'IASB a publié *Améliorations annuelles des normes IFRS – Cycle 2015-2017*, qui porte sur des modifications apportées aux quatre IFRS découlant du projet d'améliorations annuelles de l'IASB. Les modifications de l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*, précisent que, lorsqu'une entité obtient le contrôle d'une entreprise qui est une entreprise commune, elle doit réévaluer les intérêts détenus antérieurement dans cette entreprise. Les modifications de l'IFRS 11, *Partenariats*, précisent que, lorsqu'une entité obtient le contrôle conjoint d'une entreprise qui est une entreprise commune, elle ne doit pas réévaluer les intérêts détenus antérieurement dans cette entreprise. Les modifications de l'IAS 12, *Impôts sur le résultat*, précisent que toutes les conséquences fiscales des dividendes devraient être comptabilisées en résultat net, quelle que soit l'origine de l'impôt.

Les modifications de l'IAS 23, *Coûts d'emprunt*, précisent que si un emprunt spécifique demeure inutilisé après que l'actif connexe soit prêt pour son utilisation ou sa vente prévue, cet emprunt doit être incorporé aux fonds que l'entité emprunte de manière générale aux fins du calcul du taux de capitalisation des emprunts généraux. Ces modifications n'ont pas d'incidence importante sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2019 et 2018.

Améliorations annuelles des IFRS (cycle 2018-2020)

En mai 2019, l'IASB a publié l'exposé-sondage ES/2019/2, *Améliorations annuelles des normes IFRS – Cycle 2018-2020*, qui contient un projet de modification de certaines normes IFRS dans le cadre du processus d'améliorations annuelles de l'IASB.

La modification proposée à l'IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière*, vise à exiger qu'une filiale qui applique le paragraphe D16a) de l'IFRS 1 évalue les écarts de conversion cumulés en utilisant les montants présentés par sa société mère, en fonction de la date de transition aux normes IFRS de cette dernière. La modification proposée à l'IFRS 9, *Instruments financiers*, précise les frais que l'entité doit inclure dans le test de 10 pour cent du paragraphe B3.3.6 de l'IFRS 9 pour déterminer si un passif financier doit être décomptabilisé. Appliquer la modification proposée ferait en sorte que l'entité inclut seulement les frais payés ou reçus entre l'entité (l'emprunteur) et le prêteur, y compris les frais payés ou reçus par l'entité ou le prêteur au nom de l'autre partie. La modification proposée à l'IFRS 16, *Contrats de location*, consiste à modifier l'exemple illustratif 13 accompagnant l'IFRS 16 de sorte qu'il ne mentionne plus le remboursement des améliorations locatives par le bailleur. Elle permettrait de régler toute confusion au sujet du traitement des avantages incitatifs qui pourrait découler de cet exemple. Ces modifications ne devraient pas avoir d'incidence significative sur les états financiers consolidés de la Société.

IFRS publiées mais non encore adoptées

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, aucune nouvelle IFRS n'a été publiée ni aucune autre norme n'était encore en vigueur, lesquelles seraient susceptibles d'avoir une incidence significative sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Société au cours de la période considérée et des périodes futures de présentation de l'information financière ainsi que sur les transactions dans un avenir prévisible.

Facteurs de risque

Les activités de Fiera Capital sont exposées à un certain nombre de facteurs de risque qui peuvent avoir une incidence sur sa performance financière et d'exploitation. Ces facteurs de risque et la gestion qui en est faite sont présentés plus en détail dans le rapport de gestion pour l'exercice 2018 de la Société, à la rubrique *Facteurs de risque*. La Société n'a pas observé de changements significatifs dans ces facteurs de risque qui pourraient avoir une incidence sur ses activités ou sur la gestion de ces risques.

Cette page a été laissée vierge intentionnellement.

